

Bulletin

Depuis 1895. Le plus ancien magazine bancaire du monde.

Édition 1/2020

Avec le
Baromètre des
progrès
du CREDIT
SUISSE

L'essor de l'Inde :
rencontre avec l'économiste
star Jagdish Bhagwati
(p. 30).

Avancée

Des idées en provenance
de 16 pays.
Cahier d'interviews.



RESORT COLLINA D'ORO

Hotel, Apartments & SPA



A seulement quelques minutes du centre de Lugano, entouré par un paysage magnifique avec une vue imprenable qui se étend des Alpes au lac, le Resort Collina d'Oro comprend un hôtel exclusif avec 16 chambres doubles et 30 suites, un centre SPA & Fitness avec piscine intérieure et extérieure, un restaurant raffiné et deux modernes salles de réunion. Le Resort comprend également de nombreux appartements avec services hôteliers, à vendre et à louer pour séjours à court ou long terme.



WWW.RESORTCOLLINADORO.COM

Ce qui fait avancer le monde



¹ Christina Schott et ² Muhammad Fadli
Basée à Yogyakarta, Indonésie, depuis 2002, Christina Schott est l'auteur de plusieurs ouvrages et journaliste indépendante pour le « FAZ », le « Zeit » et « Stern ». Muhammad Fadli, photographe primé, vit à Djakarta et travaille avec « National Geographic », le « Spiegel » et « Forbes ». Ensemble, ils ont rendu visite aux militantes écologistes Melati et Isabel Wijisen à Bali. Page 22

⁴ Simon Kuper Quand l'occasion d'interviewer Jay Naidoo, champion de la lutte anti-apartheid, s'est présentée, Simon Kuper, auteur britannique de renom et chroniqueur pour le « Financial Times », n'a pas hésité une seconde – son propre père vient d'Afrique du Sud, où il a lui-même vécu enfant. Page 38

³ Mary Dejevsky Ancienne correspondante du « Times » à Moscou, Mary Dejevsky écrit maintenant pour l'« Independent » et le « Guardian ». Pour ce numéro du Bulletin, elle s'est entretenue avec le professeur Anatoly Shalyto sur ce qui fait le succès de l'enseignement russe en informatique. Page 74

Couverture Portrait de la famille du photographe indien Mahesh Shantaram par lui-même au Trick Eye Museum de Hong Kong, devant une œuvre synthétisant avec humour l'histoire de l'art en Europe. Pour admirer ses clichés sur la modernisation de l'Inde, rendez-vous aux pages 33 et suivantes.

Le progrès est le moteur de l'économie et, par conséquent, de notre prospérité. Y croire, c'est vouloir façonner l'avenir, pas seulement gérer les changements. Il prouve que demain existe bel et bien, nous permet d'appréhender l'avenir et promeut la nouveauté.

Mais le progrès n'est pas linéaire, et l'innovation n'a pas que du bon. Réchauffement climatique, automatisation et inégalités sociales sèment le doute.

Ce numéro se penche donc sur son cas, retraçant l'évolution économique, politique et sociale de seize pays ainsi que les idées qui y ont cours. Bilan : il n'a rien d'une évidence. Fruit de la curiosité, de décisions judicieuses et de réglementations adaptées, il a besoin de liberté – sur le plan économique, comme le souligne Jagdish Bhagwati avec l'Inde (page 30), mais aussi intellectuel pour favoriser la créativité dans la recherche, d'après le président de l'EPFZ, Joël Mesot (page 52).

Le progrès suppose aussi de connaître les autres cultures, selon l'ancien premier ministre australien Kevin Rudd (page 68), et de respecter ceux qui pensent différemment, à l'image du couple politique que forment les Américains Mary Matalin (républicaine) et James Carville (démocrate) (page 56).

Parfois, il faut s'armer de courage et de persévérance et lutter pour que le progrès puisse l'emporter, comme l'ont fait le célèbre militant anti-apartheid Jay Naidoo (page 38) ou les sœurs Wijisen (page 22).

Enfin et surtout, la population doit y être favorable. Que pensent les habitants des seize pays sondés ? Quels changements trouvent-ils appréciables, précipités ? Pour son deuxième Baromètre des progrès, le Credit Suisse a mené l'enquête. En fin de compte, les personnes interrogées souhaitent partout une accélération du progrès, quel que soit le domaine évoqué. Seule la Suisse fait exception, avec une tendance réfractaire légèrement en tête. Les thématiques les plus en vogue de par le monde sont l'e-mobilité et la formation continue. L'économiste Soumitra Dutta, le politologue Ian Bremmer et l'experte en microfinance Mary Ellen Iskenderian proposent chacun une interprétation de ces résultats.

Nous vous souhaitons une agréable lecture.

La rédaction

-5 0 5 10 15 20 25 30 35 40 45

FREINER ◀ ACCÉLÉRER

BR

33 • Brésil

1

2

3

Plus les thèmes figurent à droite sur la carte, plus il faut en accélérer le progrès. Plus ils se situent à gauche, plus il faut en freiner le progrès.

Plus un thème figure en hauteur sur la carte, plus son avancée est jugée pressante; plus il est bas, plus les sondés sont (encore) incertains à son sujet.

CL • Chili 10
ZA • Afrique du Sud 19
ID • Indonésie 14
IN • Inde 19

Économie L'avenir sous tension 6 Soumitra Dutta « Les besoins humains les plus fondamentaux » 9	Politique Moins de blabla, plus de contenu 10 Ian Bremmer « Le monde a réellement changé » 13	Société Appel mondial à l'égalité des chances 15 Mary E. Iskenderian « On ne relève pas les défis chacun dans son coin » 17
--	--	--

Les citoyens du monde entier veulent que les progrès s'accélèrent, dans de nombreux domaines, tout particulièrement en matière d'e-mobilité et de formation continue.

RU • Russie 3

US • États-Unis 1

Australie

AU • 2

Allemagne

DE • 6

Royaume-Uni

UK • 5

CA • Canada 6

Singapour

SG • 9

KR • Corée du Sud 17

Japon

JP • 9

CN • Chine 31

CREDIT SUISSE

BAROMÈTRE DES PROGRÈS

Pour consulter et télécharger l'intégralité des résultats, rendez-vous sur credit-suisse.com/progressbarometer

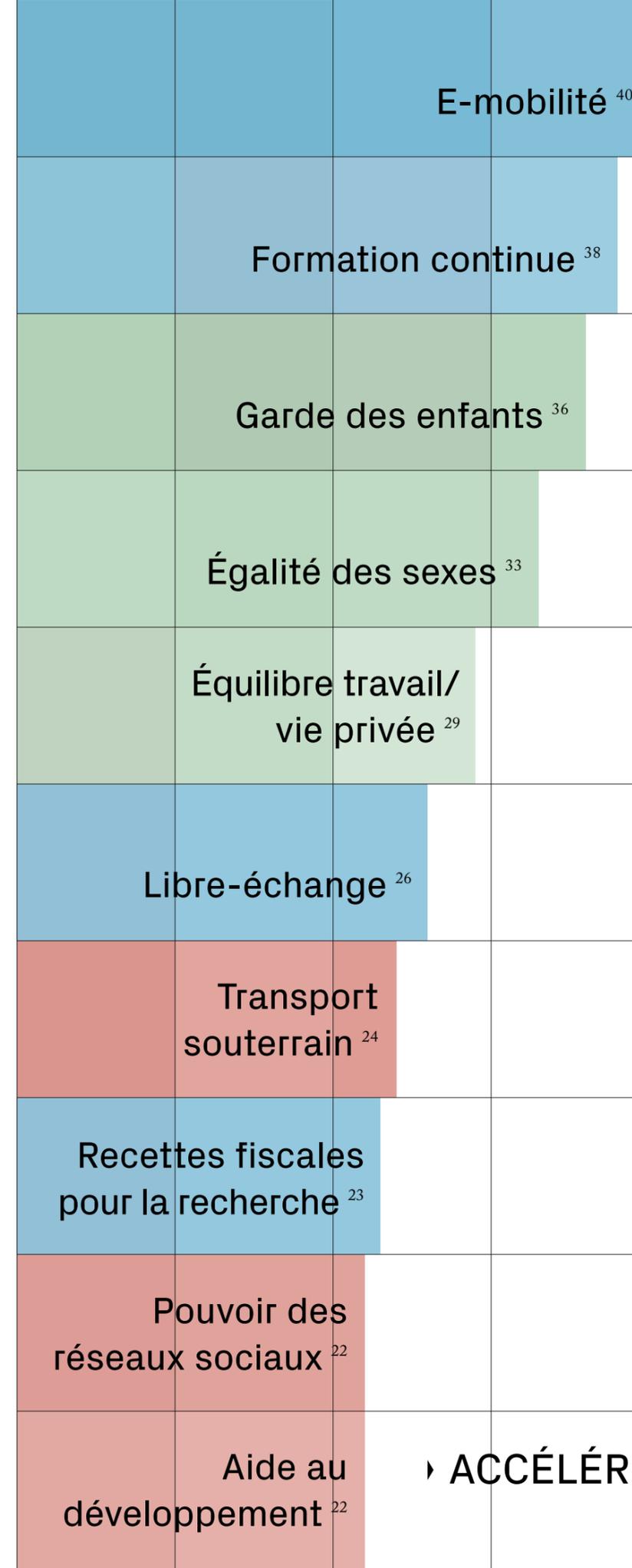
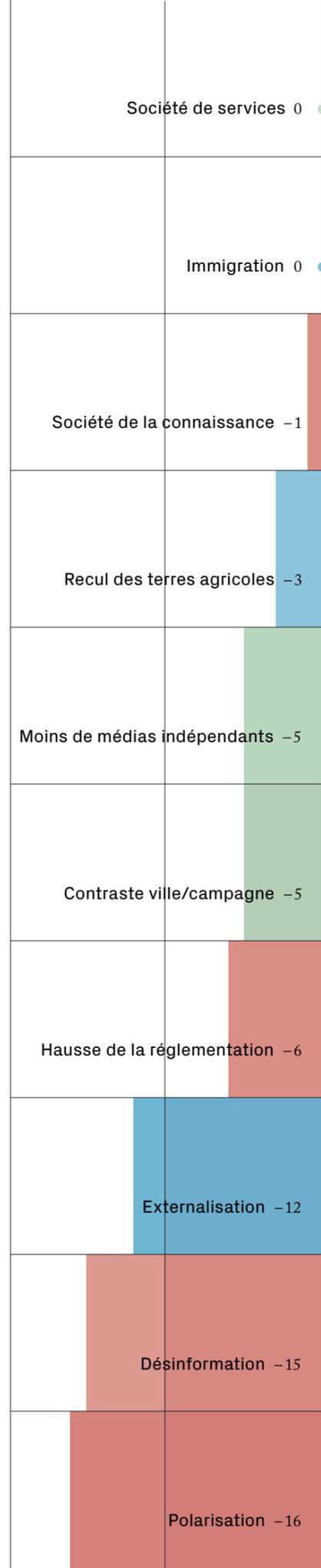
Ce deuxième baromètre des progrès s'appuie sur l'édition de l'année dernière et s'internationalise. On y retrouve encore une fois l'ensemble des continents avec une sélection de seize pays, à différents stades de développement et de différentes tailles. Dans chacun d'entre eux, environ 1000 personnes ont donné leur avis sur des thèmes économiques, politiques et sociaux, l'objectif étant de savoir si elles aimeraient accélérer ou freiner les changements qui s'opèrent chez elles dans les domaines évoqués et à quel point (-100 correspondant à l'envie de stopper le progrès et +100 à celle de l'accélérer fortement).

Résultat : si les pays où l'enquête a été menée ont des cultures et des économies très variées, les sondés offrent une image étonnamment uniforme : ils sont majoritairement favorables au progrès et souhaitent aller plus loin (voir carte page précédente) et stimuler l'innovation.

Ce sont les marchés émergents qui aspirent le plus au progrès – le Brésil (+33), la Chine (+31), l'Inde (+19), l'Afrique du Sud (+19), la Corée du Sud (+17), l'Indonésie (+14) et le Chili (+10). La première génération de nouveaux pays industrialisés (Singapour et le Japon, +9 chacun) les suit de près, l'Allemagne et le Canada étant les premiers représentants européen et nord-américain (+6 dans les deux cas). Au Royaume-Uni (+5), en Russie (+3), en Australie (+2) et aux États-Unis (+1), on est moins bien disposé envers le progrès. En moyenne, seuls les Suisses se montrent légèrement critiques à son égard (-4).

Mais sur cette échelle, que signifient les notes autour de zéro ? Les pays en question sont-ils globalement réticents face au progrès ? « Ces résultats s'expliquent en partie par la qualité de vie des habitants de ces pays, assez bonne. Modifier le statu quo ne les intéresse que très peu, mais cela ne veut pas dire qu'ils remettent en cause la notion de progrès », indique Cloé Jans de gfs.bern, responsable de l'étude. Elle souligne par ailleurs les écarts existant entre certaines thématiques. Ainsi, en Suisse, le transport souterrain (+51) est très apprécié et la perte de liberté des médias (-52) très décriée – deux valeurs qu'il faut additionner pour refléter la tendance immobiliste suisse.

Où faut-il... **FREINER** ◀



Pour un baromètre exhaustif, les détails ont toute leur importance, c'est pourquoi les différents thèmes sont approfondis sur trois chapitres dans ce numéro. En fin de compte, sur les seize pays, le progrès économique est celui qui remporte le plus de suffrages (+16), devant les sphères sociale (+12) et politique (+5).



Ce sont deux sujets économiques qui sont le plus plébiscités (classement au centre) : l'électromobilité (+40) et la formation continue (+38). « Quand progrès technique et durabilité se rencontrent, le besoin de changer se fait sentir aux quatre coins du monde. L'e-mobilité en est un parfait exemple », explique Cloé Jans.

La garde des enfants (+36), l'égalité des sexes (+33) et l'équilibre travail/vie privée (+29) arrivent en troisième, quatrième et cinquième positions. La délocalisation (-12), la désinformation (-15) et la polarisation (-16) sont, quant à elles, en queue de peloton. « Plutôt que de se concentrer sur des solutions pragmatiques, la politique est le théâtre de luttes de pouvoir. Ses acteurs doivent faire preuve de plus de sérieux pour inciter à nouveau le public à croire au progrès », commente Cloé Jans concernant la polarisation. ■

▶ **ACCÉLÉRER**

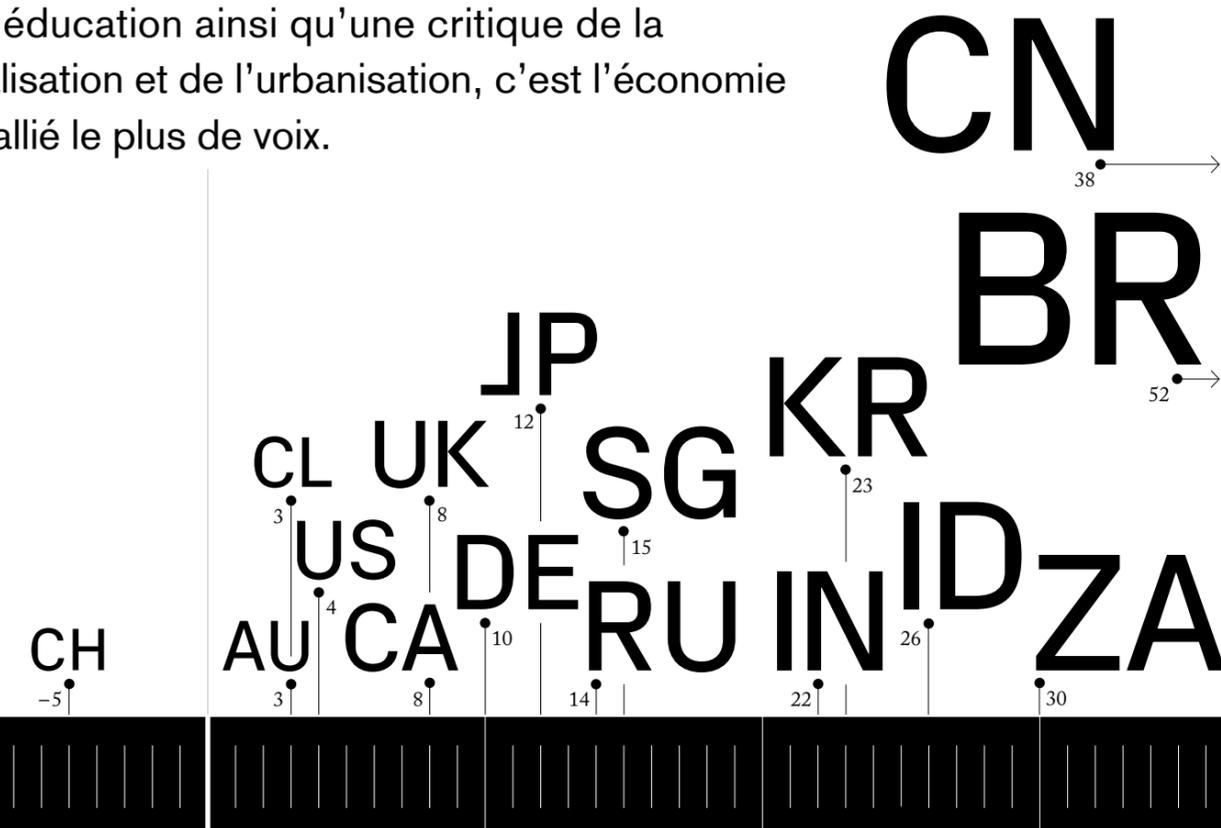
De nombreux pays sont favorables au financement de la recherche par les impôts. Photo : ordinateur quantique, Université de Yale, États-Unis.



ÉCONOMIE

1

Avec un consensus sur l'e-mobilité et les dépenses dans l'éducation ainsi qu'une critique de la délocalisation et de l'urbanisation, c'est l'économie qui a rallié le plus de voix.



Freiner le progrès ◀ 0 ▶ Oser le progrès

#barometredesprogres

L'avenir sous tension

Dans les seize pays, c'est la promotion de la mobilité électrique qui remporte les suffrages. Photo : trottinettes électriques sur la Potsdamer Platz, Berlin, Allemagne.



Dans chacun des seize pays, les personnes interrogées se sont prononcées sur les progrès économiques, qui ont été classés en dix sujets. Comme l'indique l'illustration ci-dessus, une tendance s'est nettement dégagée de la moyenne des évaluations: les pays développés accueillent tièdement les progrès, tandis que ceux en essor souhaitent les voir s'accélérer. Le top 7 ne compte aucun pays européen ou nord-américain.

À la différence de la société (+12) et de la politique (+5), l'économie (+16) est le domaine qui doit connaître la plus forte expansion. Dans quasiment tous les pays, deux sujets se démarquent: la formation continue/la recherche et la mobilité électrique. Parmi tous les sujets, c'est même cette dernière qui domine le classement.

La Suisse (-5) est le seul pays à présenter une valeur légèrement négative et, contrairement à d'autres, notre population accueille avec scepticisme le progrès économique. Les

sondés désirent voir un ralentissement de la disparition des terres agricoles (-43) et de la délocalisation (-42), mais une accélération des progrès en matière d'e-mobilité (+23) et de financement public de la recherche (+39).

En Occident, l'Australie (+3), le Chili (+3), les États-Unis (+4), le Canada (+8), le Royaume-Uni (+8) et l'Allemagne (+10) aspirent à des avancées économiques modérées. Comme la Suisse, ces pays développés se montrent sceptiques quant à la raréfaction des terres cultivées ainsi qu'à la délocalisation et appellent de leurs vœux une intensification de l'e-mobilité, de la recherche et de la formation (continue). Mais ce tableau serait incomplet sans certaines particularités locales: au Chili, on craint une hausse du prix des logements dans un contexte de frénésie constructrice (-42); les Britanniques, en plein Brexit, désirent promouvoir le libre-échange (+27); en Allemagne, la population ne plébiscite pas la baisse



Pour la Suisse, la disparition des sols cultivés (-43) doit s'arrêter. Photo: Stalden, canton d'Obwald, Suisse.

+66

La population brésilienne désire consolider la base de production nationale pour limiter sa dépendance aux matières premières.



En plein Brexit, le Royaume-Uni souhaite faire avancer le libre-échange (+27). Photo: usine Nissan à Sunderland.

Photos: Noë Flum/13 Photo; Mark Power/Magnum Photos/Keystone

de l'impôt sur les sociétés pour attirer des entreprises étrangères (-14), mais est en faveur du tournant énergétique (+39).

Quant au Japon (+12), il fait figure d'exception au sein des pays interrogés, puisque ses réponses sont très homogènes dans les trois domaines, tout en plaidant légèrement pour le progrès.

En Russie (+14), il apparaît que la transition vers une économie tertiaire (-24) doit être freinée, tandis que dans un État aussi densément peuplé que Singapour (+15), la population ne rêve d'un ralentissement que sur un sujet, celui du coût élevé de la vie (-10).

L'Inde (+22), la Corée du Sud (+23), l'Indonésie (+26) et l'Afrique du Sud (+30) se situent au même niveau en ce qui concerne leurs souhaits d'évolution. L'Indonésie donne à voir deux sujets d'importance nationale: moins de contraintes bureaucratiques (+38) et plus d'entreprises étrangères (+39). Par contre, ces dernières doivent observer une limite dans l'embauche de personnel qualifié étranger – seul progrès à ne pas bénéficier de l'approbation de la population locale (-3). La Corée du Sud se dit favorable à une accélération dans les dix sujets économiques présentés. Quant à l'Inde, elle se distingue de l'Allemagne en ce qu'elle souhaite faire du faible niveau d'imposition des sociétés un facteur d'attractivité. En Afrique du Sud, on se prononce – très largement – en faveur d'un soutien public des énergies renouvelables (+65).

La Chine (+38) et le Brésil (+52) s'imposent comme les accélérateurs de progrès de cette étude. En Chine, la population demande une accélération des investissements dans l'éducation et de l'e-mobilité, mais en plus, elle voit d'un très bon œil la progression du libre-échange (+54). Outre les deux sujets qui font l'unanimité, le Brésil juge bon d'améliorer la base de production afin de gagner en indépendance vis-à-vis des matières premières (+66) et de favoriser le libre-échange (+60) et les investissements des entreprises internationales (+64). ■

« Les besoins humains les plus fondamentaux »

Pour l'économiste Soumitra Dutta, la tendance occidentale au scepticisme face au progrès économique n'est pas un danger pour l'innovation.

Interview Oliver Adler, chef économiste au Credit Suisse (Suisse)



Soumitra Dutta (56 ans) est professeur d'économie à l'Université Cornell. Né en Inde, il est coéditeur et auteur de l'Indice mondial de l'innovation (en collaboration avec l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle et l'Insead), coprésident du Global Future Council on Innovation Ecosystems du Forum économique mondial (jusqu'à fin 2019) et membre du Davos Circle.

Soumitra Dutta, les personnes interrogées s'expriment majoritairement en faveur d'une accélération du progrès économique. Comment l'expliquez-vous ? Pour vous répondre, je vais m'appuyer sur la pyramide des besoins du psychologue américain Abraham Maslow, qui hiérarchise les besoins humains. À sa base, on trouve les éléments physiologiques fondamentaux, comme la nourriture et la sécurité. Les besoins sociaux, tels que l'amour, l'estime et l'épanouissement personnel, sont classés aux niveaux supérieurs. Une économie forte permet de couvrir les besoins humains les plus fondamentaux.

Dans la quasi-totalité des pays sondés, l'électromobilité est plébiscitée. Pourquoi ?

Partout dans le monde, les citoyens accordent davantage d'importance à la durabilité. Pour moi, l'engouement actuel pour les énergies renouvelables est une composante de cette évolution mondiale. Les voitures électriques et autres appareils à commande numérique participent bien évidemment à la transition vers les énergies alternatives. L'enthousiasme de la population pour l'électromobilité peut selon moi être interprété comme un enthousiasme face au progrès des technologies numériques en général. Ces dernières transforment tous les secteurs d'activité et les citoyens considèrent la révolution numérique à la fois comme un immense défi et une opportunité. Ils comprennent que l'avenir économique de

leur pays et, par conséquent, leur bien-être personnel sont directement liés au succès de la mise en œuvre de ces technologies.

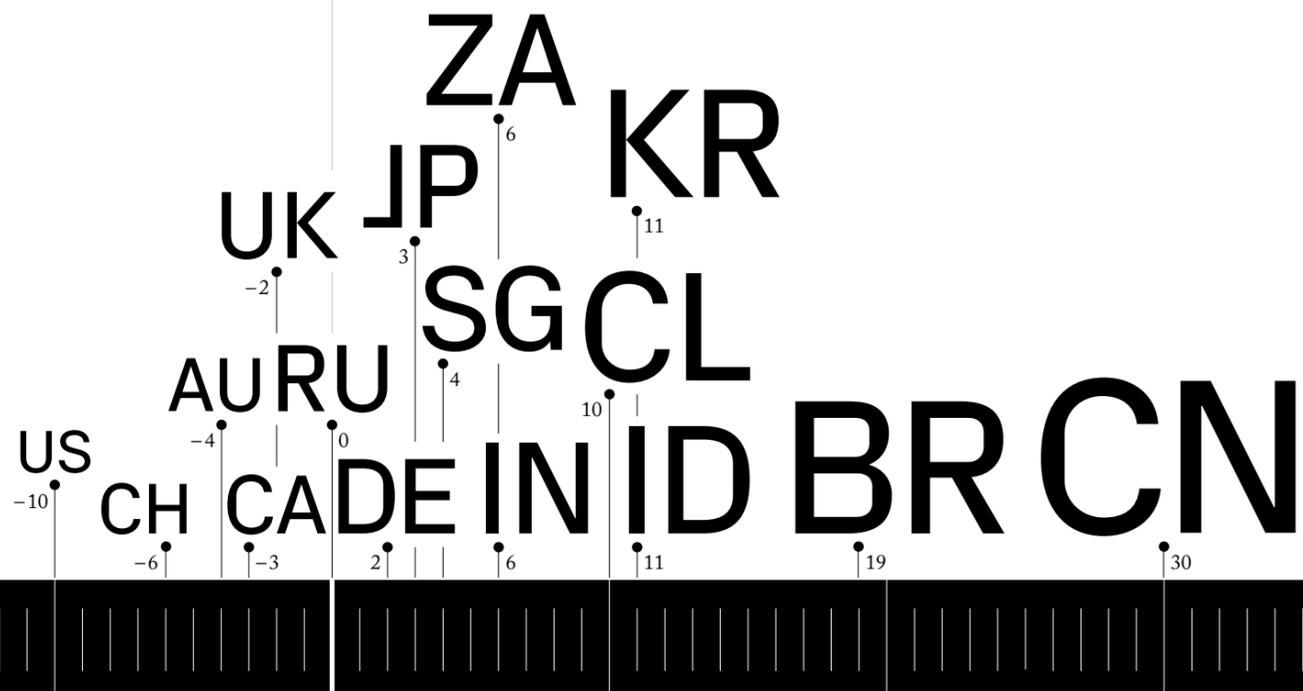
Dans un contexte de ralentissement du progrès économique, la délocalisation est la principale préoccupation des sondés, surtout dans les pays industrialisés. L'essor des pays émergents, notamment lorsqu'ils sont importants – comme la Chine –, est source d'inquiétude en Europe et en Amérique du Nord, où les citoyens redoutent la délocalisation de leurs emplois, comme c'est déjà le cas dans l'industrie manufacturière, par exemple. La peur de perdre son travail est un élément essentiel de l'incertitude économique en Occident.

Les pays qui aspirent le plus au progrès économique sont le Brésil, la Chine et l'Afrique du Sud. Aucun pays européen ou d'Amérique du Nord ne figure dans les 7 premières places du classement. L'innovation risque-t-elle de décliner dans ces pays ?

À court terme, je ne pense pas, car ces pays disposent d'institutions fortes, d'excellentes universités et d'un capital humain considérable. Ils attirent également des talents et des capitaux des quatre coins du monde. Il faudra encore beaucoup de temps pour que le niveau de vie des habitants des pays émergents rattrape celui des Occidentaux, même en Chine.

Si vous pouviez arrêter ou accélérer une tendance conjoncturelle, laquelle serait-ce ?

J'accélérais la mise en œuvre de technologies numériques ou le passage à l'électromobilité. La transition numérique a lieu partout autour de nous et les entreprises et États leaders dans ce domaine tireront leur épingle du jeu dans le monde numérisé de demain. Cette transformation peut également contribuer à plus de durabilité. ■



Freiner le progrès ◀ 0 ▶ Oser le progrès

#barometredesprogres

Moins de blabla, plus de contenu

Au Japon, la majorité des opinions exprimées sont assez centristes, y compris sur le rôle des médias sociaux dans le débat public (0). Photo : des jeunes à Tokyo.



Photos: Vincent Migeat/VU/laif; Paul Langrock/Zenit/laif

Les « fake news » et la désinformation doivent cesser, mais les sondés sont attachés aux canaux d'expression que constituent les médias sociaux. Nous avons recueilli des affirmations très diverses sur les enjeux politiques, y compris aux États-Unis.



En Afrique du Sud, des territoires doivent être mis à disposition pour la production d'énergies alternatives (+60). Photo : parc éolien d'Eskom à Tsitsikamma.

De manière générale, des trois domaines abordés, les questions politiques sont celles que les sondés ont le moins envie de voir progresser, exception faite de certains enjeux qui devraient, au contraire, évoluer beaucoup plus rapidement.

Ce sont les Américains qui souhaitent le plus inverser la tendance en matière de politique (-10), particulièrement sur la polarisation de la société (-33) et la désinformation (-33), ce qui s'explique par le débat sur les « fake news » agitant actuellement le pays. Plus surprenant en revanche, ils ne prônent le renforcement que d'un seul sujet, à savoir le rôle des médias sociaux dans le débat public (+12), afin d'accroître l'influence des citoyens sur les décideurs.

Les sondés suisses (-6) veulent encore plus freiner la polarisation (-41) et la désinformation (-37), ainsi que la hausse de la régulation (-37). Comme en 2018, ils souhaitent en revanche accélérer le développement d'un réseau de transports souterrains (+51), ce qui a probablement un rapport avec Cargo Sous

Terrain, le réseau de tunnels qui reliera les grands centres logistiques suisses dès 2030.

Trois pays espèrent un léger ralentissement du progrès dans le domaine politique – des résultats fortement influencés par les points « polarisation » et « désinformation ». On peut aussi observer des opinions régionales : les Australiens (-4) souhaitent plus d'indépendance vis-à-vis de l'international (-16) et de consensus politiques (+26), les Canadiens (-3), une augmentation de l'aide au développement (+18), tandis que les Britanniques (-2) plébiscitent le transport souterrain (+24) et prônent son développement.

Les Russes (0) demandent en revanche une baisse de la régulation (+38), le renforcement des médias sociaux (+43) et la mise à disposition de nouveaux territoires pour la production d'énergie solaire et éolienne (+41). C'est ce dernier sujet qui recueille le plus de soutien (+28) en Allemagne (+2), ce que la popularité de la transition énergétique dans le pays laissait deviner (voir chapitre Économie).

Au Japon (+3), les différentes questions politiques se suivent de près. De manière générale, les sondés souhaitent davantage l'évolution des enjeux sociaux (+11) et économiques (+12) que politiques. Les Singapouriens (+4) ne prônent l'évolution que d'une seule tendance politique: les projets de lutte contre les catastrophes naturelles (+35). En Afrique du Sud (+6), les sondés demandent surtout que des territoires soient mis à disposition pour la production d'énergies alternatives (+60), et en Indonésie (+6), que l'aide au développement soit augmentée (+48).

Dans d'autres pays, en revanche, les sondés espèrent une nette accélération du progrès en matière de politique. Le Chili (+10) souhaite le lancement de projets de lutte contre les catastrophes naturelles (+61) et plus de décentralisation politique (+41). Les Sud-Coréens (+11) considèrent l'aide au développement (+29) comme l'enjeu politique numéro 1, tandis qu'en Inde (+11) la priorité est mise sur les projets de lutte contre les effets du réchauffement climatique (+32).

Les Brésiliens (+19) souhaitent une plus grande influence des médias sociaux (+52) et davantage d'aide au développement (+41). Ils prônent un léger ralentissement (-1) de l'exploitation des ressources naturelles amazoniennes, bien qu'elle contribue à l'amélioration de la situation économique du pays. Les Chinois (+30) espèrent une augmentation de l'aide au développement (+47) et de la puissance des médias sociaux (+45). ■



Au Royaume-Uni, berceau du métro, les sondés souhaitent le développement du réseau de transports souterrains (+24). Photo: la station de métro Oxford Circus à Londres.

+61

Le Chili, souvent touché par des tremblements de terre, doit développer des projets pour lutter contre les conséquences des catastrophes naturelles.



En Suisse, les sondés souhaitent la fin de la hausse des réglementations (-37).

« Le monde a réellement changé »

Le politologue Ian Bremmer revient sur le nouveau rêve chinois, le mal-être politique mondial et le modèle démocratique suisse.

Interview Manuel Rybach, Global Head Public Affairs and Policy, Credit Suisse



Ian Bremmer (50 ans) est un politologue et auteur à succès américain. Il est le président fondateur de la société de conseil Eurasia Group et le créateur de l'indice du risque politique global (GPRI).

Ian Bremmer, les sondés aimeraient que les questions politiques évoluent moins vite que les thèmes économiques ou sociaux. Comment l'expliquez-vous ? Dans de nombreuses démocraties, et plus particulièrement dans les pays industrialisés, beaucoup pensent que le système ne fonctionne plus: quoi qu'ils fassent, et quelles que soient les personnes qu'ils élisent, le système ne change pas, le contrat social est devenu caduc. Ce sentiment se répand depuis des décennies de part et d'autre de l'échiquier politique: il a donné naissance au populisme et à la vague antisystème que l'on observe dans de nombreuses démocraties. On peut parler de mal-être politique. Mais cela ne veut pas dire que les citoyens ne veulent pas que la politique s'améliore: simplement, ils pensaient voir des changements qui ne se sont pas produits, et beaucoup se sont résignés.

En dépit de cette résignation, de nombreux sondés critiquent la polarisation politique croissante et souhaitent inverser la tendance.

Cette polarisation politique s'est développée assez récemment, les citoyens pensent donc probablement qu'un changement est possible: par exemple, Twitter a décidé de ne plus autoriser les publications à caractère politique. Mais les résultats du baromètre laissent penser que les populations peuvent perdre espoir si rien ne se passe et que la polarisation se poursuit.

L'influence des réseaux sociaux est le sujet politique que les sondés américains aimeraient voir le plus progresser, ce qui est surprenant à l'ère de la désinformation et des « présidents Twitter ».

Pas nécessairement. Les réseaux sociaux sont une technologie assez récente, particulièrement adaptée aux personnes en demande de changements politiques et sociaux. Cependant, jusqu'ici, au lieu de rassembler, les réseaux sociaux ont plutôt eu pour effet de diviser. Tant qu'ils ne peuvent pas apporter de vrais changements et améliorer la vie quotidienne, nous observerons un « techlash » (retour de bâton), une opposition à ces médias, que l'on peut déjà constater dans la campagne présidentielle américaine et chez certains politiques européens. ▶

Les trois pays les plus en demande de progrès politiques sont la Chine, le Brésil et l'Inde. Pourquoi ? Que l'on soit d'accord avec eux ou pas, les dirigeants de ces trois pays sont des personnalités politiques fortes, qui apportent du changement. Xi Jinping est le chef d'État chinois le plus influent depuis Mao. Il a fait de la lutte contre la corruption un cheval de bataille de son programme politique. En Inde, Narendra Modi a largement remporté les élections. Ses idées nationalistes sont très appréciées des hindous, moins des musulmans. Un scénario semblable se déroule au Brésil, avec l'élection de Jair Bolsonaro et sa lutte contre l'enrichissement des élites. Ses électeurs ont l'impression qu'il parvient à faire évoluer le système politique, contrairement à ses prédécesseurs.

À l'autre bout de l'éventail, on retrouve l'Australie, la Suisse et les États-Unis. Pourquoi les citoyens de ces pays sont-ils réfractaires au changement ? L'Australie a connu de nombreux rebondissements politiques, avec pas moins de quatre chefs d'État en six ans, ce qui a mis à mal la confiance des citoyens dans le système. Aux États-Unis, peu de choses ont changé depuis l'élection de Donald Trump : il n'a pas tenu la plupart de ses promesses – il n'y a pas encore de mur entre les États-Unis et le Mexique, par exemple. L'indice Edelman Trust révèle que l'approbation générale et la confiance dans les organisations et les institutions américaines ont atteint un niveau très bas. La position de la Suisse peut surprendre, car le gouvernement en place, composé de plusieurs partis politiques, écoute réellement les citoyens. Globalement, les Suisses sont probablement heureux, et ils n'attendent pas de grands changements.

Quels résultats vous ont le plus surpris ? Le fait que les Chinois soient très demandeurs de changement mais cela ne veut pas dire qu'ils souhaitent plus de démocratie. Et que les Américains soient les moins enthousiastes. L'on se rend compte que le monde a réellement changé lorsque le Chinois moyen croit davantage au rêve chinois que l'Américain moyen au rêve américain. Car historiquement, c'est à

« Je crains que la situation empire. »

leurs meilleures idées que les États-Unis doivent d'avoir maintenu leur position dominante, pas à leurs moyens militaires.

Si vous le pouviez, quelle tendance politique souhaiteriez-vous développer ou, au contraire, arrêter dans votre pays ? Selon moi, le principal problème des États-Unis est que les intérêts particuliers trouvent de plus en plus d'écho dans l'arène politique. Ce phénomène a vu le jour il y a des décennies, mais il a pris de l'ampleur récemment. Il faut y mettre fin. Notre croissance économique peut ralentir du jour au lendemain, et je crains que la situation empire. ■



Aux États-Unis, la polarisation et la désinformation (tous les deux -33) sont des développements critiqués. Photo : médias lors d'un événement politique.

Sur les questions de société, le consensus est mondial : les 16 pays sont favorables à plus de parité et une garde des enfants plus équitable.



Appel mondial à l'égalité des chances

Dans le domaine social, les personnes interrogées souhaitent que les progrès se poursuivent avec modération (+12). Et la quasi-totalité des 16 pays souhaite voir les choses s'accélérer sur certains sujets : garde des enfants, égalité des sexes, équilibre travail/vie privée... Par contre, un certain ralentissement est demandé en ce qui concerne l'opposition entre les villes et les campagnes ou encore le recul des médias indépendants.

Un léger scepticisme en matière de progrès prédomine dans deux pays : la population russe (-4) souhaite certes une accélération du développement économique, mais pas du droit des homosexuels (-42), et elle s'inquiète de l'indépendance du paysage médiatique (-29) ainsi que du clivage entre villes et campagnes (-28). La garde des enfants (+46) est le seul domaine qu'elle veut consolider. En Suisse (-1), la liberté des médias (-52)



Au Brésil, la confiscation des terres des indigènes (-2) est considérée comme une évolution à inverser. Image : indigènes dans une réserve du nord du pays.

constitue le thème dominant, tandis que l'élargissement des droits des homosexuels (+30), la garde des enfants (+32) et l'égalité des sexes (+44) remportent un large soutien.

En Allemagne (+6), l'exode rural (-37), susceptible de faire augmenter le prix du logement urbain, se démarque. L'Australie (+6), les États-Unis (+8) et le Royaume-Uni (+9) présentent des profils similaires. Dans les trois pays anglo-saxons, on souhaite faire avancer l'égalité des sexes, le droit des homosexuels, la garde des enfants et l'équilibre entre le travail et la vie privée. Les Singapouriens

Comme dans bien d'autres pays, Singapour connaît une demande d'élargissement des offres de garde d'enfants (+32).



(+9) partagent les mêmes intérêts, à l'exception des droits des homosexuels (-9).

Cas à part, l'Indonésie (+8) est en faveur des mêmes thèmes, mais souhaite aussi avancer sur les questions de la taxe carburants en réponse au réchauffement climatique (+21), de l'immigration (+23) et du vieillissement de la société (+24). Autre particularité du pays : l'intervention de l'État dans les sujets religieux (-23) doit être réduite.

Les Japonais (+11) ne souhaitent voir un retour en arrière sur aucun sujet social. Le Canada (+12) et le Chili (+15) sont les deux seuls pays de l'étude à se prononcer dans une telle ampleur plus pour l'évolution sociale qu'économique. Au Chili, la lutte nationale contre la pauvreté (+57) occupe une place toute particulière. La Corée du Sud (+19) offre un profil similaire à celui de Singapour, mais manifeste un désir de progrès plus marqué. En Afrique du Sud (+22), l'égalité des sexes (+54) et la garde des enfants (+51) sont les principaux vecteurs de progrès selon la population. Quant aux Indiennes et Indiens (+25), ils souhaitent accélérer tous les sujets sociaux, et surtout la promotion des femmes (+37).

La Chine (+25) et le Brésil (+28) sont aussi très portés sur les progrès sociaux. Dans les deux pays, l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée constitue le sujet dominant. Au Brésil, la confiscation des terres des peuples indigènes (-2) est considérée comme une évolution à inverser. ■

+37

Les Indiennes et Indiens souhaitent accélérer tous les sujets sociaux, et surtout la promotion des femmes.

Photos : Nicolò Lanfranchi/laif; Ian Teh/Panos Pictures

« On ne relève pas les défis chacun dans son coin »

Mary Ellen Iskenderian, PDG de Women's World Banking, analyse le progrès social et explique comment surmonter les grands défis qui nous attendent demain.

Interview Laura Hemrika, Global Head Corp. Citizenship & Foundations, Credit Suisse



Mary Ellen Iskenderian (60 ans) est PDG de Women's World Banking, le plus grand réseau mondial d'institutions et de banques de microfinance. Autrefois économiste à la Banque mondiale, elle est aujourd'hui aussi conseillère de la Clinton Global Initiative.

Nous nous trouvons à la fin d'une décennie qui a porté de nombreuses questions sociales au cœur du débat public : droits des LGBTQ+*, parité, impact de l'immigration... Avons-nous avancé sur ces sujets ? Globalement, oui. Mais je pense aussi que nous avons assisté cette dernière décennie à une riposte anti-changement et que les progrès sur une série de questions ont, en quelque sorte, stagné. La course est engagée entre ceux qui œuvrent à faire avancer les choses et ceux qui s'y opposent, pour des raisons sociales ou économiques.

Observe-t-on de grandes différences d'un pays à l'autre ?

Des différences géographiques et culturelles sont sans doute en cause, puisque notre rapport aux progrès est variable. Ainsi, le Baromètre des progrès du Credit Suisse montre que l'égalité des droits est un sujet que la majorité des personnes interrogées dans le monde souhaite voir avancer et qu'il existe un consensus encore plus important autour de l'équilibre entre le travail et la vie privée et de la nécessité d'une garde d'enfants en complément de la famille. De l'autre côté, les gens sont plus ambivalents en ce qui concerne l'immigration et, malheureusement, dans le domaine des droits des LGBTQ+. D'une manière générale, le désir de progrès social semble plus marqué dans les pays émergents que dans les pays occidentaux.

Quelles en sont les causes ?

Les décisions individuelles sont complexes et difficiles à généraliser. L'une des explications possibles, c'est que lorsque les gens ont plus à perdre et se sentent menacés par le changement, ils sont plus tentés de maintenir le statu quo et de dresser des barrières entre eux et ceux qui sont moins bien lotis. D'où l'accueil sceptique des progrès en matière d'immigration et de droits des LGBTQ+. Dans les pays aisés, les citoyens qui craignent pour leur statut social ou économique adhérent peut-être plus à l'hypothèse selon laquelle chacun devrait avoir une même part du gâteau et que le changement pourrait redistribuer les parts à leur désavantage. Cela dit, plusieurs pays en faveur du progrès social (l'Afrique du Sud, le Brésil et l'Inde) présentent une population jeune et en essor qui est soucieuse d'améliorer sa vie plutôt que de s'acharner à défendre ses acquis. Ces personnes voient que le gâteau

*LGBTQ+ : sigle de « lesbien, gay, bisexuel, transgenre, queer et autres sexualités » désignant les personnes qui ne sont pas hétérosexuelles ou dont l'identité sexuelle ne correspond pas au modèle binaire homme/femme.

grandit et que le progrès amène des opportunités. Il convient de comprendre le lien entre les questions sociales et culturelles : la pauvreté et le réchauffement climatique se répercutent plus durement sur les pays en développement, ce qui mène à davantage de demandes d'aide et de migration et se traduit par des tensions sociales grandissantes dans les pays industrialisés. C'est donc en luttant ensemble contre la pauvreté et le réchauffement que les deux parties y gagneront.

Women's World Banking se donne pour mission de contribuer à émanciper les femmes par leur intégration financière. Quelles sont les innovations nécessaires pour avancer sur le sujet ?

Nous nous attachons à renforcer rapidement l'intégration financière formelle de femmes négligées sur nos six marchés prioritaires. Nous avons sélectionné ces pays, car nous y avons élaboré, testé et déployé à grande échelle de nouvelles solutions, méthodes d'apprentissage et de développement et recommandations politiques. Souvent, les obstacles à leur intégration tiennent à des problèmes de base, comme l'impossibilité de prouver son identité juridique. À cet égard, l'identification biométrique peut être une réponse, même s'il ne faut pas oublier que la technologie n'est pas la panacée. Nous devons créer des solutions technologiques en tenant compte des obstacles socioculturels auxquels les femmes sont

« Les questions sociales et culturelles sont toujours liées. »

confrontées ainsi que du nécessaire équilibre entre technologie et interactions humaines.

Si de nombreux répondants voient d'un bon œil les évolutions socioéconomiques, plusieurs pays se montrent sceptiques envers les progrès sur les questions politiques. Le changement socioéconomique peut-il advenir sans soutien politique ?

Oui, mais uniquement jusqu'à un certain degré. Ces dernières années, les pays démocratiques sont les premiers à assister à un recul de la confiance vis-à-vis des acteurs politiques, ce qui explique que le désir de changement soit distingué de l'envie de « plus de politique ». Pour autant, il ne s'agit pas de rejeter les hommes politiques et les gouvernements comme les « artisans » du progrès. Nous ne résoudrons pas les grands défis du XXI^e siècle – transition démographique, flux migratoires et climat – en restant chacun dans notre coin. Le véritable progrès passe par une coopération de tous les acteurs. ■

Nous contribuons à la transformation des marchés financiers



@creditsuisse #barometredesprogres

L'ENQUÊTE À la demande du Credit Suisse et avec sa collaboration, l'institut de recherche gfs.bern a réalisé entre le 20.09.2019 et le 18.10.2019 un Baromètre des progrès. Cette enquête en ligne consiste en un sondage représentatif mené dans seize pays et auquel ont répondu 1737 personnes en Suisse et environ 1000 dans tous les autres pays. Les sondés devaient répondre, pour des affirmations concernant des évolutions économiques, sociales et politiques, à la question suivante : « Cette évolution devrait-elle être accélérée ou freinée ? » Une réponse de +100 correspond à : « Il faut réinventer la roue pour accélérer cette évolution », tandis qu'une valeur de -100 signifie : « Il faut faire machine arrière. » L'« urgence » sur la carte en pages 2 et 3 résume les réponses obtenant un résultat proche de zéro ainsi que les abstentions, c'est-à-dire les groupes aux opinions trop divergentes ou se positionnant au centre. Plus un thème figure en hauteur sur la carte, plus la population est unanime quant au fait qu'il faut accélérer l'évolution ou, au contraire, faire machine arrière ; plus il est bas, moins il y a de consensus. La marge statistique d'erreur d'échantillonnage varie selon le pays entre ±2,4 points de pourcentage (Suisse) et ±3,1 points de pourcentage (plusieurs pays).

IMPRESSUM Mandana Razavi, Katrin Schaad et Simon Stauffer dirigent le projet au sein du Credit Suisse. L'analyse a été réalisée par Simon Brunner/Ammann, Brunner & Kroboth (rédaction, texte), Crafft (mise en page, graphiques) et Lauren Crow (illustrations), Studio Andreas Wellnitz (rédaction photo).

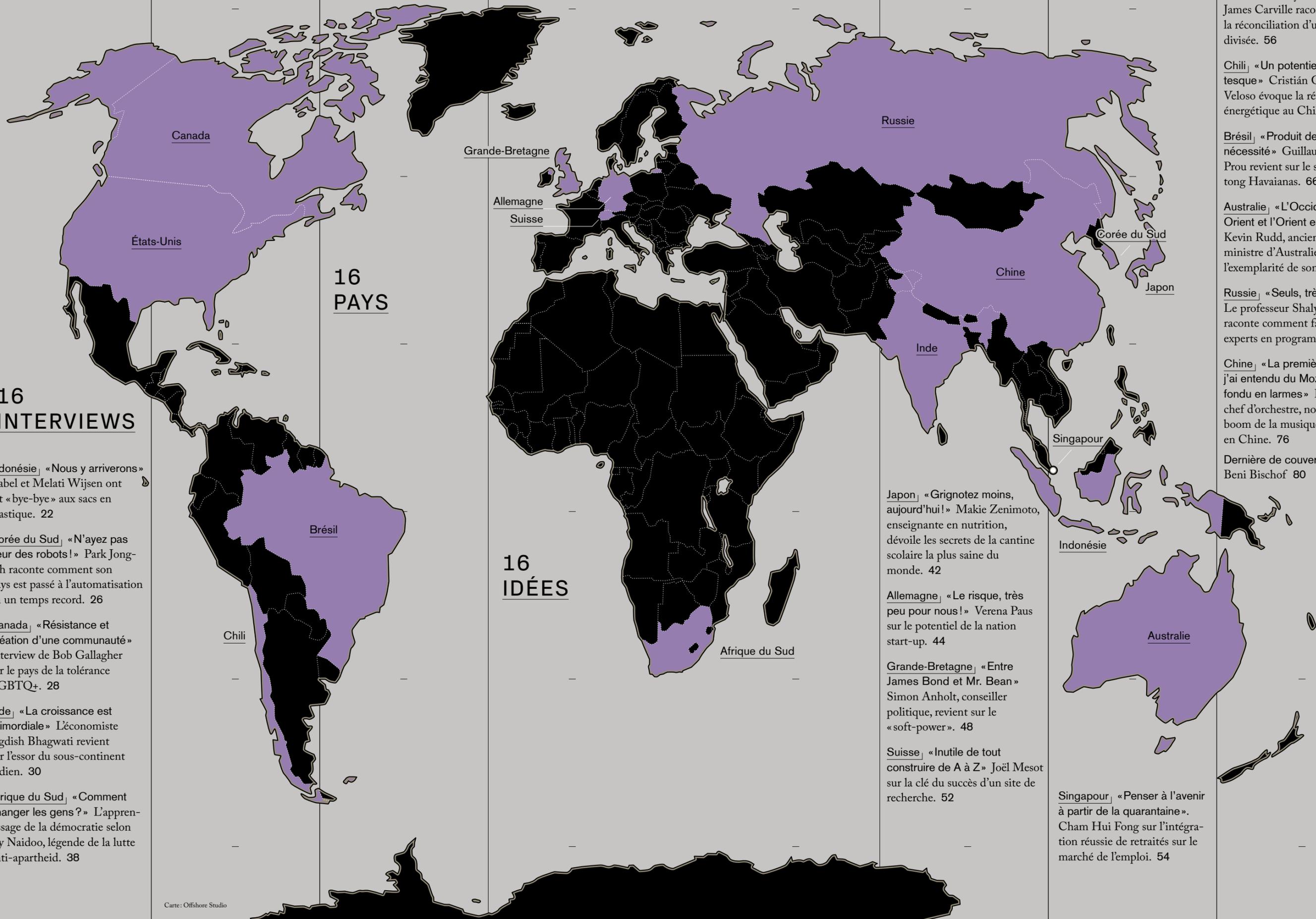
L'intégralité de l'enquête, les profils de pays et les archives peuvent être téléchargés à l'adresse suivante : credit-suisse.com/progressbarometer

Nos solutions haut de gamme font de nous un partenaire synonyme de fiabilité et de stabilité. Mais cela ne suffit pas à nos clients. À raison. C'est pourquoi nous investissons dans des technologies d'avenir pour leur offrir plus de valeur ajoutée et leur permettre de réduire leurs coûts. L'avantage pour nos clients ? Ils peuvent se concentrer pleinement sur leur cœur de métier.



www.six-group.com

SOMMAIRE



16 PAYS

16 IDÉES

16 INTERVIEWS

Indonésie « Nous y arriverons » Isabel et Melati Wijsen ont dit « bye-bye » aux sacs en plastique. 22

Corée du Sud « N'ayez pas peur des robots ! » Park Jong-Oh raconte comment son pays est passé à l'automatisation en un temps record. 26

Canada « Résistance et création d'une communauté » Interview de Bob Gallagher sur le pays de la tolérance LGBTQ+. 28

Inde « La croissance est primordiale » L'économiste Jagdish Bhagwati revient sur l'essor du sous-continent indien. 30

Afrique du Sud « Comment changer les gens ? » L'apprentissage de la démocratie selon Jay Naidoo, légende de la lutte anti-apartheid. 38

USA « Nous bataillons sur tout » Mary Matalin et James Carville racontent la réconciliation d'une nation divisée. 56

Chili « Un potentiel gigantesque » Cristián González Veloso évoque la révolution énergétique au Chili. 64

Brésil « Produit de première nécessité » Guillaume Prou revient sur le succès de la tong Havaianas. 66

Australie « L'Occident en Orient et l'Orient en Occident » Kevin Rudd, ancien premier ministre d'Australie, évoque l'exemplarité de son pays. 68

Russie « Seuls, très seuls » Le professeur Shalyto nous raconte comment fabriquer des experts en programmation. 74

Chine « La première fois que j'ai entendu du Mozart, j'ai fondu en larmes » Long Yu, chef d'orchestre, nous parle du boom de la musique classique en Chine. 76

Dernière de couverture
Beni Bischof 80

Japon « Grignotez moins, aujourd'hui ! » Makie Zenimoto, enseignante en nutrition, dévoile les secrets de la cantine scolaire la plus saine du monde. 42

Allemagne « Le risque, très peu pour nous ! » Verena Paus sur le potentiel de la nation start-up. 44

Grande-Bretagne « Entre James Bond et Mr. Bean » Simon Anholt, conseiller politique, revient sur le « soft-power ». 48

Suisse « Inutile de tout construire de A à Z » Joël Mesot sur la clé du succès d'un site de recherche. 52

Singapour « Penser à l'avenir à partir de la quarantaine ». Cham Hui Fong sur l'intégration réussie de retraités sur le marché de l'emploi. 54

« Nous y arriverons, car nous n'avons pas le choix »



Œuvrer pour la planète : Isabel (16 ans) et Melati Wijsen (18 ans) à Bali.

♥ INDONÉSIE En 2013, deux sœurs mettent sur pied le mouvement Bye Bye Plastic Bags à Bali. En 2019, le gouvernement interdit l'utilisation de sacs plastiques. ISABEL et MELATI WIJSEN reviennent sur leurs motivations et l'engagement de leur génération pour l'environnement.

Interview Christina Schott Photo Muhammad Fadli

Beaucoup ressentent de l'angoisse, des doutes ou de la colère face au changement climatique. Pour quelles raisons vous êtes-vous engagées ?

Isabel Parce que nous ressentions tout cela ! Parfois, on peut se sentir paralysé, mais l'envie de construire un avenir dont nous sommes fières nous pousse vers l'avant. En 2013, à l'école, nous avons parlé de personnalités influentes qui ont changé le monde : Mahatma Gandhi et Nelson Mandela. Nous nous sommes demandé ce que nous, les enfants, pouvions faire à Bali pour changer les choses.

Melati Il y avait des déchets plastiques partout autour de nous – dans les rizières, dans les cours d'eau, sur la plage. Les conséquences du plastique sur notre île étaient évidentes et ce problème était bien plus concret que pour des personnes vivant en Amérique du Nord, par exemple. Nous ne voulions pas attendre d'être âgées pour agir. Demander l'interdiction des sacs plastiques nous semblait réalisable.

L'Indonésie est le deuxième plus gros pollueur par plastiques des océans. Comment le pays en est-il arrivé là ?

Isabel Autrefois, les aliments étaient emballés dans des feuilles de bananier, que l'on pouvait jeter dans la nature. Désormais on utilise des sacs en plastique, mais

nous n'avons pas changé nos habitudes et les sacs sont jetés un peu partout. L'État n'organise pas de ramassage des déchets. Les Indonésiens se chargent de l'élimination de leurs déchets, qu'ils enterrent, brûlent ou jettent dans des cours d'eau. Et le pays compte plus de 260 millions d'habitants.

Comment avez-vous lancé votre première campagne ?

Melati Nous n'avions ni stratégie ni business plan – notre passion nous guidait. Dans un premier temps, nous nous sommes rendues dans des écoles et avons organisé des ateliers avec des groupes locaux. Nous étions jeunes, mais nous avons vite compris que tous les acteurs de la société devaient collaborer pour atteindre notre objectif – surtout le gouvernement. Nous avons donc envoyé des lettres, téléphoné, frappé aux portes. Nous souhaitions rencontrer le gouverneur de Bali en personne.

Comment le gouvernement a-t-il réagi à votre demande ?

Melati Au début, il n'y a eu aucune réaction. Nous avons donc entamé une grève de la faim, qui fut l'élément déclencheur : le gouverneur nous a proposé une rencontre dans les 48 h. Son successeur a fait de l'interdiction du plastique une

des promesses de sa campagne électorale. Nous étions ravies de voir que notre demande était reprise dans un programme politique.

Les Indonésiens n'ont pas pour coutume de critiquer les anciens ou les personnes de rang supérieur. Quelles difficultés avez-vous rencontrées en vous engageant si jeunes ?

Melati C'était difficile parce que nous remettions en cause le statu quo et parce que nous sommes des filles : nous avons dû faire nos preuves et travailler avec plus d'acharnement. Le plus difficile était de ne pas baisser les bras, nous ne pensions pas que cela allait prendre six ans.

Qui vous a soutenues ?

Isabel Nos parents ont écouté toutes nos propositions farfelues et nous ont aidées au mieux. Notre école, Green School Bali – une école privée internationale, sensible à l'écologie – nous a également aidées.

Vous avez atteint un objectif de taille : depuis 2019, les commerçants et les restaurateurs ne peuvent plus utiliser de plastique à usage unique. Comment cela se passe-t-il dans les faits ?

Melati Extrêmement bien ! Bon nombre d'entre eux n'utilisent plus d'emballages plastiques. Notre équipe effectue régulièrement des « patrouilles contre le plastique », pour vérifier dans quels endroits il est encore utilisé, et demander pourquoi. Souvent, les petits commerçants ne savent pas comment remplacer le plastique – nous leur proposons des solutions. Ces derniers mois, nous n'avons presque plus vu de pailles. Nous avons également lancé le projet « Mountain Mamas » : des femmes de la région de Tabanan cousent des sacs en tissu à partir de vieux draps ou nappes que nous récupérons dans des hôtels.

Bye Bye Plastic Bags a donné naissance à de nombreux mouvements semblables dans le monde. Comment ce réseau s'est-il créé ?

Melati Il est très facile de reproduire notre modèle. Des jeunes du monde entier nous demandent s'ils peuvent participer. Nous leur envoyons alors un manuel et un kit de débutant – à eux de s'occuper du reste. Nous recevons trois à quatre demandes par jour. Nous avons déjà été contactées une centaine de fois par des jeunes du monde entier, mais surtout d'Asie.

Vous avez pris la parole devant les Nations Unies, le FMI et l'UE. Le magazine « Forbes » vous a classées parmi les « dix femmes les plus inspirantes ». Comment gérez-vous cette célébrité ?

Isabel Parler pour la première fois sur la scène internationale était exaltant. La célébrité qui en a découlé est venue si naturellement que nous n'y avons jamais vraiment réfléchi, mais j'aime pouvoir utiliser cette renommée pour défendre des causes importantes. Nous avons toutefois dû trouver un équilibre : passer du temps avec notre famille et nos amis ou prendre du temps pour nous.

Quel rôle jouent les réseaux sociaux dans la mobilisation des jeunes ?

Isabel Ils sont essentiels, nous les utilisons très fréquemment et avons 50 000 followers sur Instagram. Dans le cadre de notre travail, nous avons compris l'influence des réseaux sociaux et appris à les utiliser efficacement pour promouvoir des causes sociales. C'est tout de même incroyable, avec un seul clic, nous pouvons influencer un public énorme.

Pensez-vous faire partie d'un mouvement mondial de la jeunesse contre le changement climatique ?

Une mer de déchets : déchets plastiques charriés par la mer sur les plages de Bali.



Isabel (16 ans) et Melati Wijsen (18 ans) ont créé le mouvement Bye Bye Plastic Bags (BBPB) sur leur île natale, Bali, en 2013, à l'âge de dix et douze ans. Elles ont également organisé le plus grand nettoyage de plage de l'île, avec plus de 13 000 bénévoles. Leur campagne de plusieurs années a incité le gouvernement balinais à interdire l'utilisation de plastique à usage unique en 2019. BBPB est actif dans 40 pays et le magazine « Forbes » a intégré les sœurs dans la liste des « dix femmes les plus inspirantes ».

Melati | Oui, nous pensons faire partie d'un large réseau international. Nous participons par exemple aux Marches du vendredi pour le climat, organisées dans le monde entier. Les jeunes Indonésiens sont les plus mobilisés du monde. Et nous sommes particulièrement fières de compter 80% de femmes dans notre réseau : des jeunes femmes qui assument des rôles de leaders. Et nous avons encore bien d'autres projets sous le coude, l'interdiction totale du plastique en Indonésie, pour n'en citer qu'un.

Les jeunes militants pour la planète sont parfois très critiqués. D'après leurs détracteurs, ils seraient instrumentalisés par les adultes. Vous a-t-on fait les mêmes reproches ?

Melati | Pas avec une telle intensité. Ceux qui pensent que nous sommes manipulées par des adultes devraient passer une semaine avec nous et voir comment nous travaillons. C'est notre génération qui va vivre le changement climatique, et c'est donc nous qui secouons les adultes. Ils doivent également agir.

Pensez-vous que nous pouvons encore freiner le changement climatique ?

Isabel | Je pense que nous y arriverons, car nous n'avons pas le choix. Je pense que les comportements individuels peuvent porter leurs fruits, mais tout le monde doit s'engager davantage pour exercer une pression sur les gouvernements. Nous ne réussissons que si tous les acteurs de la société et de l'éducation participent : les problématiques de l'environnement et du climat doivent être enseignées à l'école. ■

« N'ayez pas peur des robots ! »

La **CORÉE DU SUD** est une pionnière de l'automatisation. Pour quelle raison ? Cette évolution va-t-elle supprimer des emplois en masse ? **PARK JONG-OH**, directeur du projet national Robot Research Initiative, revient sur le sujet.

Interview Fabian Kretschmer

Park Jong-oh, la Corée du Sud compte 710 robots industriels pour 10 000 employés, soit huit fois la moyenne mondiale. Comment le pays est-il devenu un précurseur dans ce domaine ? L'explosion de l'utilisation de la robotique s'explique par la croissance économique ininterrompue de la Corée ces 50 dernières années, une société agricole qui est devenue la 11^e puissance mondiale. Par ailleurs, les robots sont bien perçus en Asie de l'Est.

Dans quels domaines les robots sont-ils principalement utilisés en Corée du Sud ? Ce sont les secteurs de l'automobile et de l'électronique qui emploient le plus les robots industriels, notamment les robots de fabrication en grande série. Les robots de services, quant à eux, peuvent être des assistants personnels ou des jouets. La Corée du Sud se distingue donc de l'Europe, où les robots de services

professionnels sont principalement utilisés dans la médecine et la défense.

Quel chiffre d'affaires génère le secteur de la robotique en Corée du Sud ? Le chiffre d'affaires total du secteur de la robotique industrielle coréenne a atteint environ 3 milliards de dollars en 2017, 718 entreprises se partagent le marché. Les 472 entreprises spécialisées dans la robotique de services ont généré un chiffre d'affaires d'environ 600 millions de dollars, les principaux acteurs étant Samsung Electronics et LG Electronics. Par ailleurs, les milliers d'entreprises fabriquant des composants et des logiciels pour les robots ont engendré un revenu total de 1,4 milliard de dollars.

En quoi les robots sont-ils plus efficaces que les humains ?

En matière de productivité, l'efficacité d'un humain est difficilement comparable à celle d'un robot. Les entreprises sud-coréennes ont déjà investi entre 50 000 et 70 000 dollars dans la robotique.

La Corée du Sud connaît le taux de chômage chez les jeunes le plus élevé depuis 20 ans. Le manque d'offres d'emploi est-il dû à la robotisation, et cela crée-t-il du ressentiment ?

Il n'y a eu quasiment aucune manifestation contre l'automatisation du travail. Bien sûr, les robots entraînent des conséquences négatives, comme la suppression de certains métiers au profit de la rationalisation,

mais aucune statistique fiable n'a été publiée à ce sujet. Je pars du principe qu'il existe suffisamment d'alternatives pour redéployer les ressources humaines dont les métiers sont rendus obsolètes par l'utilisation des robots. La hausse du chômage chez les jeunes est principalement due à la forte augmentation du salaire minimum et au contexte professionnel tendu.

Les politiques tentent-ils d'endiguer les conséquences économiques négatives de la robotisation ?

Le gouvernement prévoit de créer plusieurs lois pour encadrer cette quatrième révolution industrielle – à l'avenir, les Smart Factories, dont les processus sont de plus en plus robotisés, devront respecter un cadre législatif et recevront un soutien financier. Par ailleurs, les employés seront davantage formés pour travailler dans le domaine de l'intelligence artificielle.

Le président de Corée du Sud, Moon Jae-in, a proposé l'introduction d'un impôt sur la robotique peu après son entrée en fonction en 2017. A-t-il été mis en place ? Le président a présenté son programme à l'Assemblée nationale, mais aucune mesure concrète n'a été prise pour le moment.

Quelles leçons le monde peut-il tirer de l'exemple coréen ?

N'ayez pas peur des robots ! ■

«Method-2»: le premier robot géant anthropoïde, fabriqué en Corée du Sud.

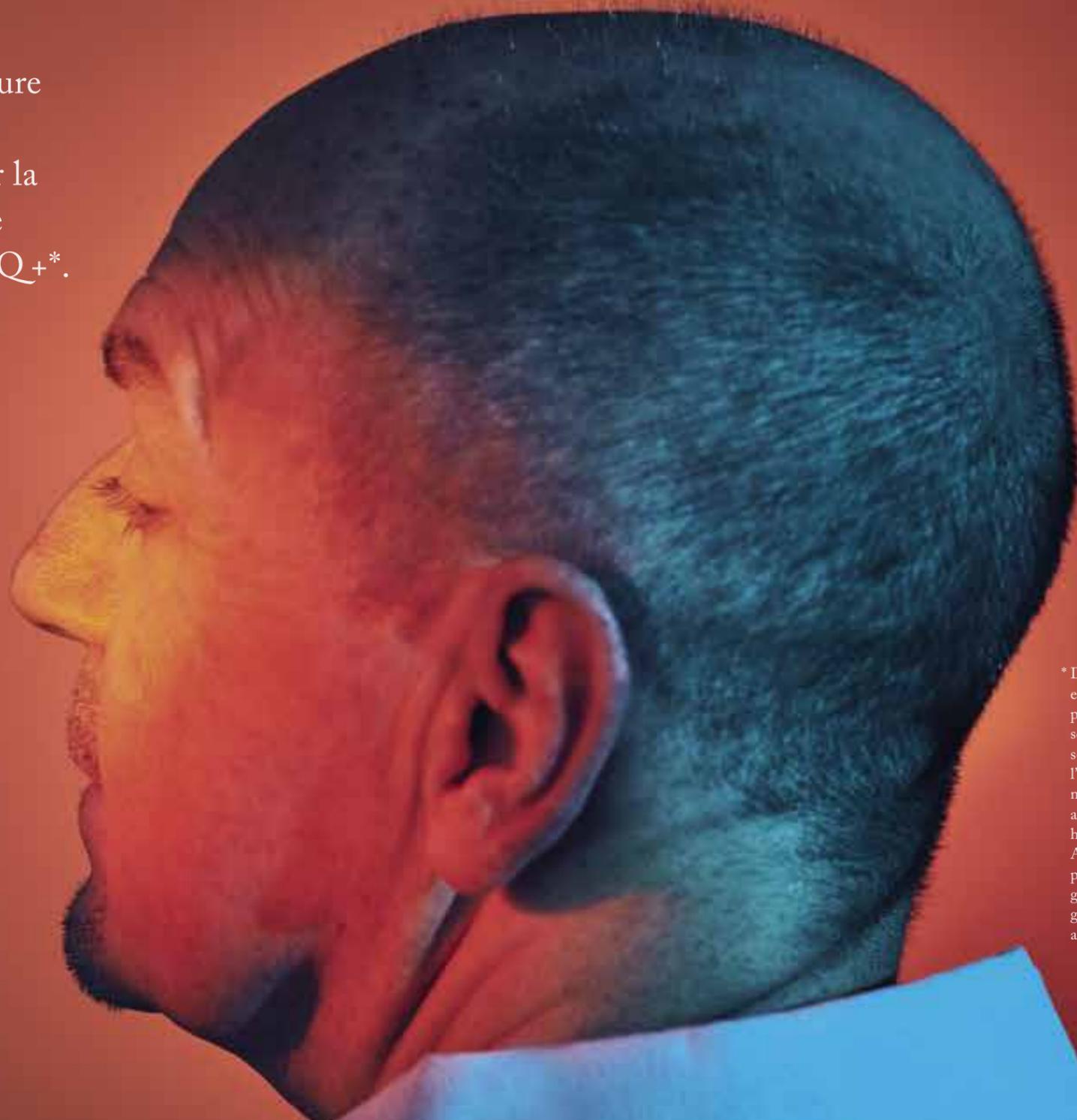


Park Jong-oh (64 ans) est le directeur de la Robot Research Initiative, professeur à l'Université de Chonnam et membre de l'International Federation of Robotics.

♥ LE CANADA fait figure de modèle international en matière de lutte pour la tolérance et les droits de la communauté LGBTQ+*.

BOB GALLAGHER, comment ce pays est-il devenu si progressiste ?

Interview Michael Krobath Photo Maciek Jasik



* Désignation englobant les personnes qui ne sont pas hétérosexuelles ou dont l'identité sexuelle ne correspond pas au modèle binaire homme ou femme. Acronyme anglais pour « lesbien, gay, bisexuel, transgenre, queer et autres sexualités »

Bob Gallagher, comment le Canada est-il devenu aussi tolérant ?
La tolérance de notre pays est liée à son histoire. Le Canada est issu de différentes nations et cultures et le nombre de Canadiens nés sur sol canadien a toujours représenté 15 à 20% de la population depuis la création du pays en 1867. Nous avons légalement reconnu les cultures française et indigène en tant que nations au sein de notre nation.

L'émergence des droits de la communauté LGBTQ+ remonte à 1969 avec la dépénalisation de l'homosexualité. Absolument, mais la discrimination et la violence n'ont pas cessé pour autant. Le 5 février 1981, la police fait une descente dans les bains publics gays de Toronto et procède à de nombreuses arrestations. Ces événements se traduisent par une forte mobilisation de la communauté LGBTQ+. C'est ainsi qu'ont émergé l'engagement politique et un mouvement organisé – renforcés par l'épidémie de VIH/sida –, qui ont su sensibiliser l'opinion publique. Ces combats ont abouti en 2005 à la légalisation du mariage homosexuel.

Quelle est, selon vous, l'avancée majeure en matière de tolérance ?
La communauté LGBTQ+ a élargi le débat, initialement axé sur l'identité individuelle, pour l'orienter sur les structures sociales. Notre appel à la « liberté sexuelle » s'est mué en un appel en faveur des « mêmes droits pour toutes les familles ». Il n'est plus question de sexe, mais d'amour.

La diversité présente-t-elle aussi un avantage économique pour le Canada ?
Oui, notamment en matière de tourisme et d'économie. Des études montrent que les entreprises s'implantent au Canada car la tolérance est une valeur importante pour leurs équipes, et qu'elles attirent ainsi des collaborateurs qualifiés.

De nombreux pays développent des tendances antilibérales. Quels enseignements peuvent-ils tirer du modèle canadien ?
La tolérance et les libertés ne s'obtiennent pas du jour au lendemain. L'histoire de la communauté LGBTQ+ au Canada montre que la résistance, la mobilisation et la création d'une communauté sont les points de passage obligés pour une société progressiste. ■

Bob Gallagher (62 ans) est un militant et un expert canadien de l'histoire de la communauté LGBTQ+. Il est aussi membre du Broadbent Institute d'Ottawa.

« Résistance et création

d'une communauté »

« La croissance est primordiale



♥ L'INDE a longtemps été vue comme un cas désespéré. Aujourd'hui, c'est un pays émergent au potentiel de croissance énorme. Entretien avec l'économiste JAGDISH BHAGWATI sur l'essor indien et le faux procès intenté au libre-échange.

Interview Daniel Ammann et Michael Kroboth Photos Mahesh Shantaram



Jagdish Bhagwati (85 ans) est l'un des plus grands experts mondiaux du commerce ainsi qu'un ardent défenseur de la mondialisation. L'économiste a grandi dans une fratrie de sept enfants, au sein d'une famille de la classe moyenne à Mumbai. Enseignant-chercheur depuis 1980 à la Columbia University de New York, il est pressenti depuis plusieurs années pour le prix Nobel. Il est marié et a une fille. Avec l'économiste Arvind Panagariya, il a écrit l'essai « *Why Growth Matters: How Economic Growth in India Reduced Poverty and the Lessons for Other Developing Countries* ».

Monsieur Bhagwati, l'Inde compte parmi les gagnants de la mondialisation et a assisté à la naissance d'une importante classe moyenne ces dernières décennies. Dans votre essai « *Why Growth Matters* », vous analysez cette ascension économique. Quels sont les principaux facteurs de ce succès ?

Au début des années 1990, l'Inde a revu sa trajectoire économique. Elle s'est libérée de sa politique populiste basée sur le protectionnisme et la redistribution, qui l'avait reléguée aux marges du commerce international. Depuis, et cela ne surprendra pas les plus avisés, le sous-continent a vu sa croissance s'accroître à vitesse grand V et la pauvreté dégringoler.

Pourquoi s'est-on cramponné si longtemps à une politique contre-productive ? L'Inde avait reproduit le système politique inefficace du modèle soviétique moribond, décourageant les investisseurs étrangers et empêchant toute concurrence. En 1990, l'Inde était considérée comme un cas désespéré. Le taux de croissance s'était effondré et, sans croissance susceptible de créer des emplois pour la masse des indigents, la pauvreté a explosé.

Que peuvent apprendre d'autres grands pays émergents du cas de l'Inde ?

Pour d'autres pays touchés par le sous-emploi et la pauvreté, le premier enseignement à tirer, c'est purement et simplement que la croissance est primordiale. Mais ce fait a longtemps été nié et réduit à une vision conservatrice de la théorie du ruisseau. Cette dernière part du principe erroné que le bien-être ruisellerait jusqu'aux niveaux les plus bas de la société. Au contraire, j'estime que dans les pays frappés par la pauvreté de masse, il s'agit plutôt d'une stratégie activiste qui tire vers le haut, en sortant les nécessiteux de la pauvreté et en les menant à l'emploi.

Vous êtes aussi un adversaire de longue date de la redistribution.

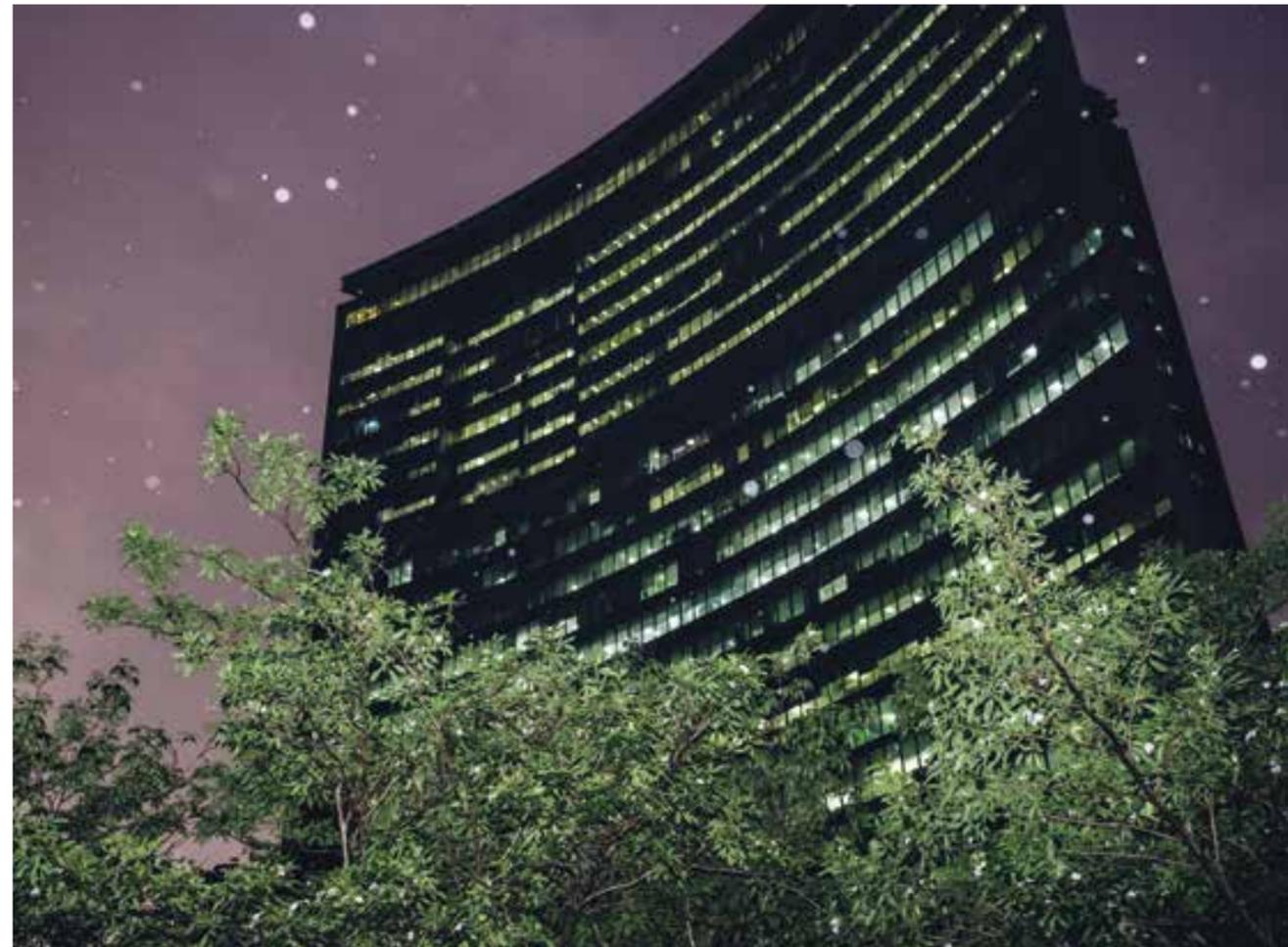
Oui, et c'est la seconde leçon pour les autres pays émergents : la redistribution n'est pas la panacée. En visite en Inde dans les années 1950, l'économiste polonais Michał Kalecki avait résumé ses impressions en une phrase : « L'Inde a trop de pauvres et trop peu de riches. » Même si elle est vendue comme une solution par des économistes de renom, une politique redistributive n'apporte rien de positif aux pauvres. Au contraire.

Dans quelques années, la population de l'Inde dépassera celle de la Chine. En quoi cela transformera-t-il le monde ? L'Inde comme la Chine sont considérablement peuplées. Et là où la première n'a pas réussi à endiguer sa croissance démographique, la seconde l'a beaucoup trop fait. La différence majeure entre elles, c'est que l'Inde est démocratique, tandis que la Chine a choisi le modèle autoritaire et raffermi même sa poigne actuellement. Au final, c'est l'Inde, et non la Chine, qui servira d'exemple aux pays en voie de développement. ▶

Une danseuse traditionnelle fait un selfie avec sa classe au temple de Brihadesvara, à Tanjore.

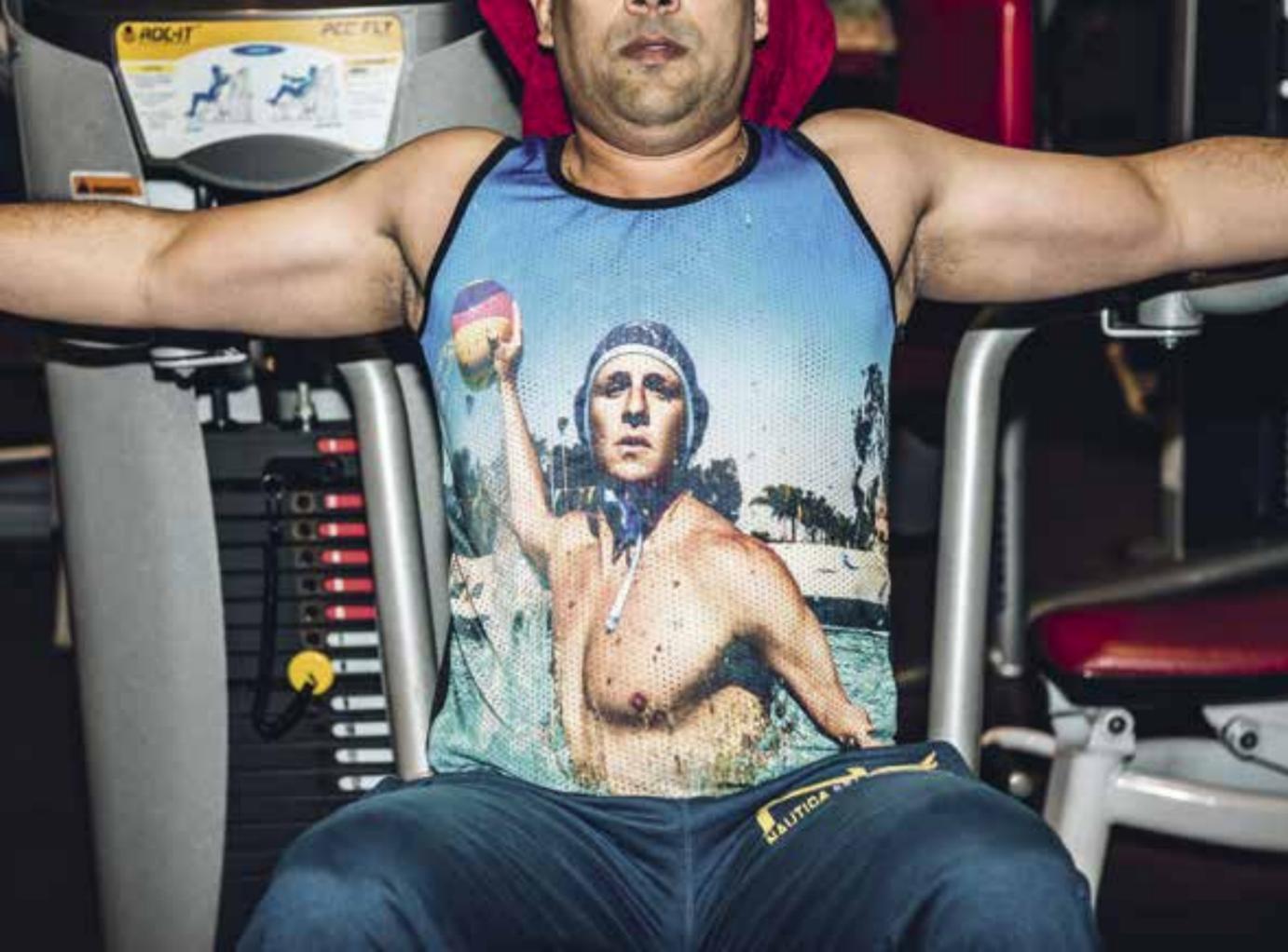


World Trade Center à Bangalore.

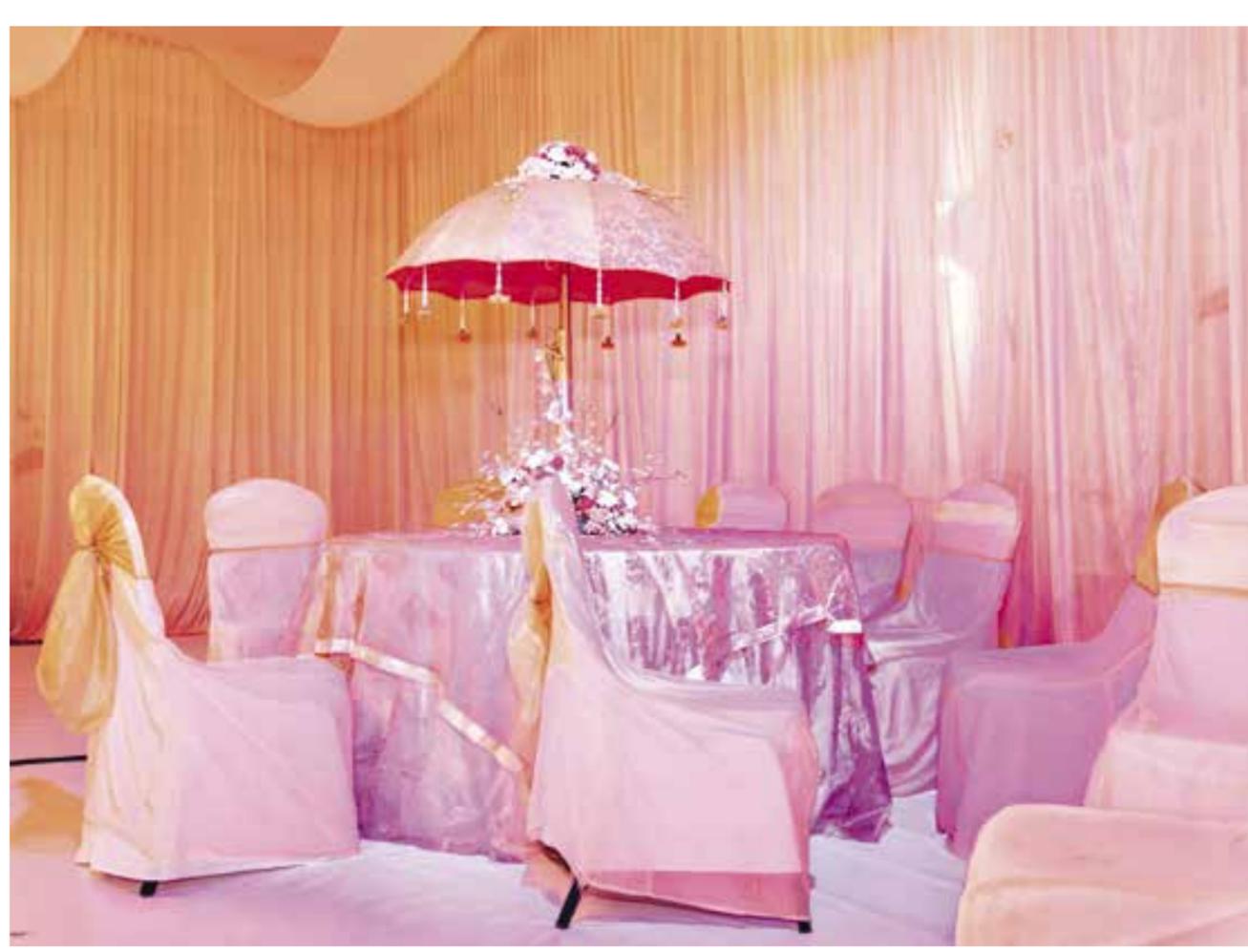




Employés d'Amazon en pleine séance de stretching à Attibele, près de Bangalore.



Entraînement à Vashi, en périphérie de Mumbai.



Salle de mariage colorée à Hyderabad.



Vendeur de rue dans le centre de Mumbai.

Un sous-continent transfiguré

Mahesh Shantaram fait partie des photographes indiens les plus acclamés de notre époque. Photoreporter et observateur critique, il sillonne le pays pour capturer son renouveau socio-économique, mais aussi la cohabitation entre l'ancien et le moderne. Voici une sélection de ses photos des dix dernières années.

La croissance de l'Inde souffrira-t-elle inéluctablement des tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine ou pourrait-elle en profiter ? Effectivement, ces tensions pourraient bénéficier à l'Inde si elle opère avec intelligence. Depuis quelque temps, les chaînes d'approvisionnement délaissent la Chine pour le Vietnam et même le Bangladesh. L'Inde pourrait assumer un rôle moteur dans celles-ci, mais à condition de s'ouvrir davantage au commerce international, encore plus qu'au début des années 1990.

L'Inde ne devrait donc pas avoir peur de la concurrence internationale, ne serait-ce que si l'on considère son « soft power » culinaire. Au Royaume-Uni, l'un des plats préférés est le poulet tikka, par exemple. Aujourd'hui, les cultures s'enrichissent les unes les autres : les Britanniques adorent le poulet tikka et les Indiens adorent le poulet du KFC. Ce qui est encore plus intéressant, c'est que, de nos jours, peu de gens connaissent l'origine des aliments ! Le tempura japonais a ainsi été apporté par les Portugais d'Inde, où il existe sous

le nom de « bhaji », à la différence près que les Japonais utilisent de la farine de riz pour la panure.

Jusqu'à la crise financière, le libre-échange international était largement considéré comme un jeu gagnant pour toutes les parties. Aujourd'hui, de nombreux politiciens, mais aussi des économistes, le voient comme un problème, dont votre ancien élève, le Prix Nobel Paul Krugman. Ne doutez-vous jamais ?

La crise financière n'a causé de tort à la mondialisation que sur un point : comme Paul Krugman et moi-même avons été les premiers à le constater, de nombreux adeptes se sont trompés en affirmant que si la mondialisation du commerce était une bonne chose, la mondialisation des flux de capitaux devait en être une aussi.

Ce qui vous a valu le soutien de personnalités inattendues. Effectivement. Je suis devenu une célébrité car des voix de gauche, comme l'historien Eric Hobsbawm, ont fait grand cas du fait que « même un partisan du libre-échange

comme Bhagwati » se soit élevé contre la mondialisation des flux de capitaux. J'avais alors souligné qu'être pour le libre-échange ne revenait pas nécessairement à être pour la libre circulation des capitaux.

Vous ne croyez donc pas à la crise de la mondialisation ?

J'estime qu'il n'est pas correct d'affirmer tout à coup que le libre-échange est un problème. Dans les pays en développement, le libre-échange est un moteur économique et un instrument efficace contre la pauvreté, qui y trouve un vaste soutien. Le scepticisme s'exprime avant tout dans quelques pays développés. C'est un phénomène que je nommerais « renversement ironique ».

C'est-à-dire ?

Dans les années 1950, les pays pauvres craignaient de se confronter aux pays riches sur les marchés internationaux. Aujourd'hui, c'est l'inverse. Et cette peur ne porte pas sur le revenu national agrégé, mais sur l'inégalité. Pourtant, aucun argument convaincant ne vient étayer la théorie selon laquelle l'ouverture commerciale déboucherait impérativement sur plus d'inégalité. Bien au contraire, les employés bénéficient de cette ouverture. En effet, malgré les changements techniques qui permettent de faire des économies de main-d'œuvre, la pression exercée sur leur revenu est compensée par le fait qu'ils consomment, eux, des marchandises produites à des coûts plus bas dans des pays plus pauvres.

Vous estimez donc que le débat sur l'inégalité est un faux procès ? Il ne faudrait pas se mettre à faire comme l'économiste français Thomas Piketty dans son best-seller « Le Capital au XXI^e siècle » et se concentrer sur les 10% les plus riches pour ensuite accuser cette catégorie d'avoir grossi de manière disproportionnée, alors qu'au fil du temps, elle n'a pas été constituée des mêmes personnes. Certaines rejoignent le groupe, tandis que d'autres le quittent.

Une fois, j'ai demandé à un collègue français si Thomas Piketty avait lu « Les Buddenbrook » de Thomas Mann, qui dépeint le déclin d'une riche famille de commerçants. Vous savez ce qu'il m'a répondu ? En France, la littérature allemande n'est pas de la littérature.

Depuis plusieurs années, vous figurez parmi les favoris pour le Prix Nobel d'économie, mais désormais, vous vous contentez d'un laconique : « C'est quand on y renonce qu'on en reçoit un. » Avez-vous abandonné l'idée ? Oui, j'ai cessé de penser au Prix Nobel. Bien sûr, ce n'est pas comme une grossesse : impossible de réussir si l'on cesse toute tentative. Franchement, quand je manque une nouvelle fois le prix, je dis à mes amis et à mes admirateurs qu'il est remis tous les ans et qu'il n'y a pas de raison de désespérer. Après tout, le Mahatma Gandhi, originaire du Gujarat comme moi, n'a jamais obtenu le Prix Nobel. Seule la postérité est apte à juger une personne – pas un prix.

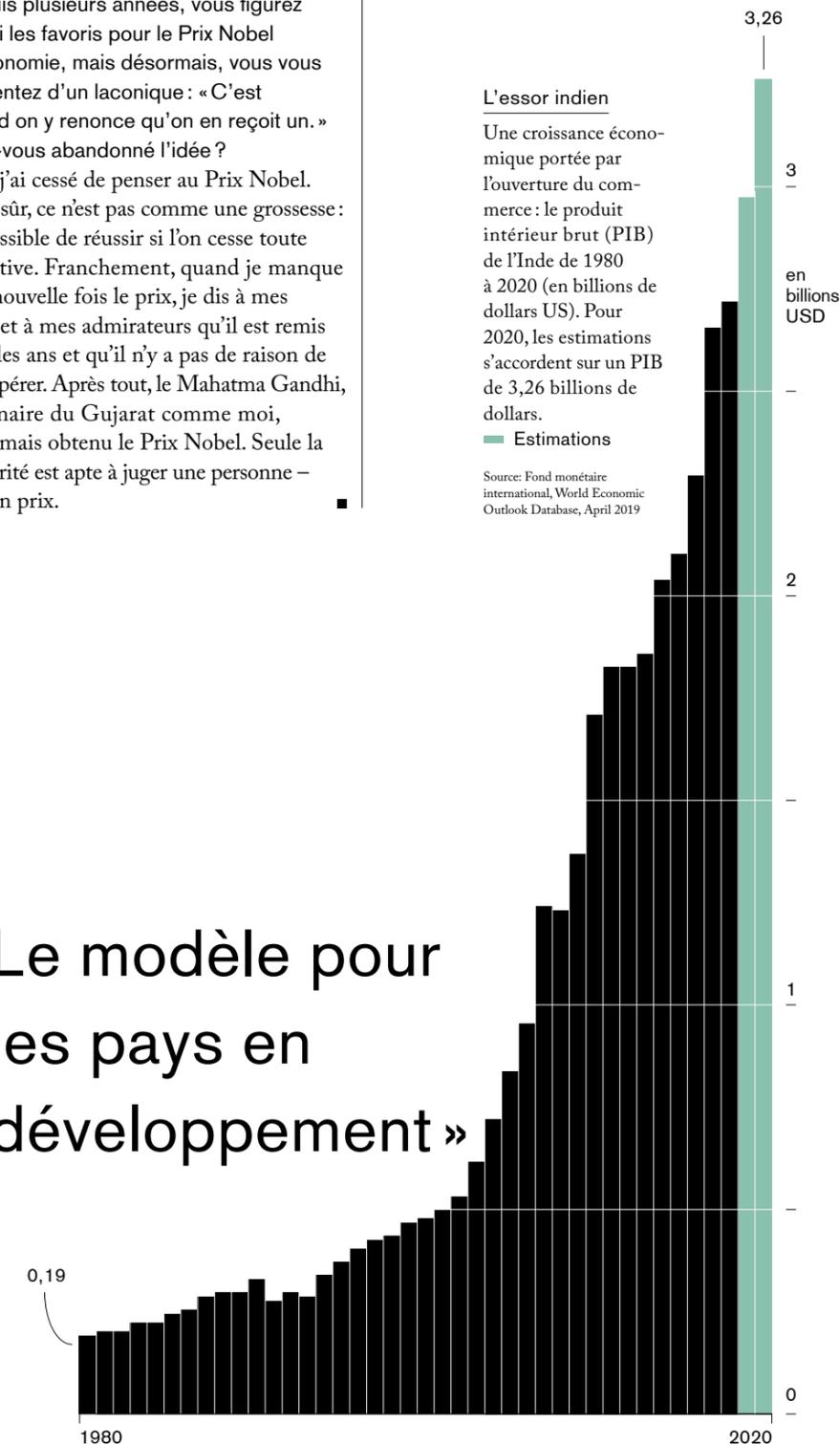
L'essor indien

Une croissance économique portée par l'ouverture du commerce : le produit intérieur brut (PIB) de l'Inde de 1980 à 2020 (en milliards de dollars US). Pour 2020, les estimations s'accordent sur un PIB de 3,26 milliards de dollars.

Estimations

Source: Fond monétaire international, World Economic Outlook Database, April 2019

« Le modèle pour les pays en développement »



Une mariée change sa playlist peu avant les célébrations, à Bangalore.

Depuis la fin de l'apartheid, quels progrès ont-ils été réalisés en **AFRIQUE DU SUD**? Quels sont les plus grands défis du pays? Le bilan avec **JAY NAIDOO**, pionnier de la lutte anti-apartheid et ministre sous le gouvernement Mandela.

Interview Simon Kuper

« Comment changer les gens ? »

Jay Naidoo, quelles ont été les plus grandes réussites dans le parcours de l'Afrique du Sud, ces 25 dernières années ?

Ce qui est capital, c'est que nous sommes toujours une démocratie constitutionnelle fonctionnelle. L'histoire de notre pays, qui a négocié pacifiquement une solution politique, reste un miracle. En 1994, le monde s'attendait à ce que nous nous enfoncions dans une guerre raciale, mais avec la nouvelle Constitution, Nelson Mandela et notre génération avons créé un cadre sûr qui devait contribuer à panser nos plaies et à surmonter le lourd héritage de l'apartheid. Hélas, après Mandela, il nous a manqué une sorte de leadership qui nous aurait permis d'atteindre tous nos objectifs initiaux.

À quoi pensez-vous exactement ?

Comme dans de nombreux autres pays, les inégalités sociales se sont développées en Afrique du Sud et l'écart de revenus entre les riches et les pauvres s'est creusé

ces 25 dernières années. Si l'une des plus grandes réussites de notre démocratie a été la création d'un filet de sécurité sociale, environ 18 millions sur les 58 millions de personnes que compte notre population sont tributaires de l'aide sociale. Mais celle-ci ne saurait se substituer à la dignité du travail. À l'issue de leurs douze années de scolarité, la moitié des jeunes n'auront qu'une formation minimale et ne trouveront probablement jamais de vrai emploi. Que faire lorsque la technologie et l'intelligence artificielle se chargent des tâches physiques autrefois effectuées par l'humain? Mais au lieu de tenir ce débat de toute urgence, notre pays doit se pencher sur la corruption qui le gangrène depuis une décennie.

L'Afrique du Sud a enregistré de grands progrès en matière de lutte contre le sida. Depuis 2006, l'espérance de vie est passée de 53,5 à 64,7 ans. Le mérite revient-il à une politique bien pensée ou seulement à une baisse du prix des médicaments ?

En 2007, alors que j'étais président de la Banque de développement d'Afrique australe, j'ai coordonné l'élaboration d'une feuille de route pour la santé. À cette occasion, j'ai réuni pour la première fois des éléments très importants issus de la société civile, de l'économie, du monde universitaire, des syndicats, des ONG et du gouvernement – ce qui était une gageure au vu de la position du président Thabo Mbeki vis-à-vis de la société civile. Et l'une des priorités était de combattre le sida. Par la suite, les recommandations ont été suivies au niveau politique, ce qui a contribué à freiner l'épidémie.

Quels ont été les piliers de la nouvelle politique de santé ?

L'approvisionnement en antirétroviraux devait s'effectuer durablement et à l'échelle du pays. Jusqu'alors, nous nous heurtions sans cesse à des impasses : il était donc primordial de mener la suite des négociations avec les grands laboratoires



Photo: Johnny Miller

Les inégalités sociales séparées par une rue : les bidonvilles et les villas de Primrose, à Johannesburg.



Nouveau: Visa Debit

Sans contact, mobile, en ligne
et acceptée dans le monde entier.

Découvrez la carte bancaire
parée à toute éventualité.

visaurope.ch

VISA everywhere
you want to be

pharmaceutiques. Il s'agissait aussi d'améliorer le travail de pédagogie sur la prévention du VIH. Outre la mise à disposition de préservatifs, il fallait avant tout engager la conversation pour déstigmatiser la maladie. Par le passé, nombre de séropositifs cachait leur situation, par honte.

En dépit de tous ces accomplissements, que voudriez-vous changer aujourd'hui, avec le recul ?

Lorsque nous avons été élus au gouvernement en 1994, nous étions convaincus que c'était la mission de l'État de tout apporter à la population : emplois, eau, électricité, sanitaires et même logements. Nous avons alors fait des citoyens des spectateurs de leur propre avenir au lieu de leur confier des responsabilités. Ceux-ci ont alors commencé à se reposer sur nous et à compter sur l'action du gouvernement.

Aujourd'hui, qu'en pensez-vous ?

Je suis arrivé à la conclusion que la réforme du système politique n'est que le premier volet de l'instauration d'une démocratie fonctionnelle. Ce qui importe plus, c'est de savoir « comment changer les gens ». Et comment un système tel que le nôtre, doté d'une Constitution progressiste et d'institutions puissantes censées protéger cette Constitution, a-t-il pu être sapé ? Le système a été perverti parce que nous n'avons pas changé les individus. La corruption, en particulier dans l'économie et la politique, détruit la confiance. À l'heure actuelle, il est donc important pour nous d'avoir un nouveau président et nous l'avons vu agir de façon décisive contre la corruption.

Vous connaissez le président Cyril Ramaphosa depuis les années 1980, lorsque vous œuvriez à la Confédération des syndicats sud-africains (Cosatu). Comment le voyez-vous ?

Comme un fin négociateur et stratège. Cependant, notre système politique et la confiance ont été tant fragilisés ces dix dernières années qu'il faudra du temps pour les restaurer. L'heure est donc à l'envoi de signaux forts dans la guerre contre la corruption. Autant dire que la tâche n'est pas aisée car, politiquement, il est pris dans un jeu de patience qui exige de maîtriser l'art de contenir son propre parti. Mais je pense que le peuple attend de Cyril Ramaphosa un acte décisif. Les Sud-Africains sont à court de patience.



Jay Naidoo et Nelson Mandela militant pour la liberté, à Soweto (1990).

Êtes-vous optimiste sur l'avenir de votre pays ?

Très ! Ma génération est en train de vieillir – je suis même devenu grand-père – et ce sont désormais les générations qui ont grandi après l'apartheid qui reprennent le flambeau. Et ce sont elles qui continueront de faire avancer le pays. Une fois, alors que nous nous entretenions au sujet du Programme de reconstruction et de développement, Nelson Mandela m'a demandé ce qu'il en était de la reconstruction et du développement de l'âme. Puis il a ajouté : « En Afrique du Sud, les Blancs aussi bien que les Noirs ont été psychologiquement abîmés par l'apartheid. Les premiers se croyaient supérieurs par leur couleur de peau, tandis que les seconds se sentaient inférieurs. » Et de fait, moi-même, je me sentais fondamentalement inférieur aux personnes blanches dans mon enfance. C'est la conséquence de mon éducation, de ma socialisation. Seule ma politisation a éliminé ce sentiment.

Que peuvent apprendre d'autres pays de l'Afrique du Sud ?

Que nous ne devons pas attendre la venue d'un nouveau Mandela ou d'un messie pour nous attaquer à nos problèmes. Si nous regardons en nous, nous voyons Mandela. Et nous comprenons que nous avons la force de changer. Mandela disait : « Tout semble toujours impossible jusqu'à ce qu'on le fasse. » Cette phrase nous servait de directive. Cela semblait impossible d'arrêter l'apartheid, mais nous l'avons fait. ■



Jay Naidoo (65 ans) a renoncé à ses études de médecine pour combattre l'apartheid. En 1985, il est nommé secrétaire général de la Confédération des syndicats sud-africains (Cosatu). Après la fin de l'apartheid, il a été ministre de 1994 à 1999 dans le cabinet de Nelson Mandela. De 2001 à 2010, il était président de la Banque de développement d'Afrique australe. Aujourd'hui, il siège au comité de plusieurs ONG.

« Grignotez moins aujourd'hui »



Makie Zenimoto (62 ans) est enseignante en nutrition à l'école primaire de Meiji à Tokyo.

Nulle part ailleurs qu'au **JAPON** on ne vit aussi longtemps et on ne mange aussi bien. Cela s'apprend dès le plus jeune âge. **MAKIE ZENIMOTO** nous donne des conseils en nutrition.

Interview Sonja Blaschke Photos Motohiko Hasui



Lait



Légumes cuits avec sauce au soja Tosa



Escalope de porc sur riz cuit avec sauce miso



Soupe à l'œuf

Depuis quand se préoccupe-t-on de la qualité des repas scolaires au Japon ? Les enfants japonais déjeunent à l'école depuis environ 1890. Autrefois, c'était pour aider les plus démunis. Après 1945, nous dépendions de l'aide alimentaire, basée sur le pain. Avec le temps, les plats sont devenus plus élaborés.

Ce système existe-t-il dans tout le pays ? Non. Certaines municipalités centralisent l'élaboration des menus, d'autres la délèguent aux écoles, comme ici à Kōtō (Tokyo). Parfois, il y a une cantine. Ici, les élèves mangent en classe.

Qu'est-ce qu'une alimentation saine ? 175 g de fruits et légumes locaux, bio si possible, du lait pour le calcium et un minimum de sel, de gras et de sucre.

Quels aliments sont proscrits ? Les crudités. Même les concombres doivent être blanchis. Et pas d'aliments transformés ni d'additifs chez nous !

Qu'est-ce qui prime ? Beaucoup d'enfants mangent à l'occidentale chez eux (pain et viande), nous leur proposons donc du riz et du poisson. Nous servons des « menus à mâcher », à base de légumes racines ou de riz complet.

Des aliments moins diététiques aussi ? Une fois par mois, pour le « menu mystère ». Par exemple du katsudon (escalope panée et riz) ou des spaghettis avec une sauce à la viande.

Combien coûte un menu ? 4000 yens par mois (37 CHF). Le coût des ingrédients par enfant et par repas ne doit pas dépasser 275 yens (2,50 CHF). C'est un défi, notamment parce que le poisson est cher.

Manger à l'école est-il gage de santé pour les écoliers ? Ils ont grandi. La carence en calcium a été compensée. Inversement, après les grandes vacances d'été, certains enfants ne sont plus aussi en forme.

Dans les écoles japonaises, au déjeuner, on se familiarise avec la nutrition... Sur le menu, nous expliquons les saveurs ou les produits de saison. Tous les jours, j'annonce par haut-parleur le contenu de leur assiette. S'il comprend beaucoup de sucre, je leur dis : « Grignotez moins aujourd'hui. »

« Le risque ? Très peu pour nous. »

Verena Pausder (40 ans), économiste récompensée à de nombreuses reprises, a fondé plusieurs start-up, dont Fox & Sheep, plus grand développeur d'applications pour enfants d'Allemagne, ainsi que l'HABA Digitalwerkstatt. Éluée « CEO of the Future » (McKinsey) et citée dans le « Europe's Top 50 Women In Tech » (Forbes), elle est Young Global Leader du WEF, mais aussi investisseuse, membre du conseil d'administration de Comdirect et conseillère politique.



En Europe continentale, **L'ALLEMAGNE** mène la danse pour ce qui est des start-up, ce qui n'empêche pas **VERENA PAUSDER** de lui trouver des défauts. L'autocritique serait-elle la clé du succès ?

Interview Nicole Longhi et Simon Brunner Photos Ériver Hijano

L'Allemagne est le pays recensant le plus de licornes (N.D.L.R. : start-up valorisées à plus d'un milliard de dollars) en Europe continentale. En outre, les tours de financement pour les jeunes entreprises atteignent des sommets et Berlin s'impose comme l'adresse numéro 1 pour fonder son entreprise. Comment expliquez-vous cette tendance ?

J'évolue dans l'écosystème berlinois depuis ses débuts, en 2010. À l'époque, nous n'aurions jamais osé imaginer qu'il prendrait un jour une telle ampleur. Selon moi, plusieurs facteurs ont été décisifs. Il fallait que suffisamment de start-up soient fondées et que suffisamment d'investisseurs s'y intéressent, mais aussi que le succès soit au rendez-vous. À partir de la troisième licorne, cela tombait sous le sens : l'Allemagne peut tout à fait être le berceau de tels géants. De là s'est créée une certaine dynamique.

Votre pays compte maintenant huit licornes. Est-il en passe de se hisser sur le podium mondial ?

Il en serait capable, mais le courage nous a fait défaut ces derniers temps. Le futur fait peur, tout particulièrement la numérisation. La protection des données et la cybersécurité sont sur toutes les lèvres – des sujets importants, mais qui ne stimulent pas l'innovation. À cela s'ajoute le manque d'investisseurs allemands ou européens en mesure d'injecter 100 millions de dollars ou plus dans de jeunes pousses.

Même sans gros investisseurs locaux, plusieurs start-up ont su sortir du lot. Pourquoi l'origine géographique du capital-risque est-elle si importante ?

Car les investisseurs non européens incitent souvent ces jeunes entreprises à venir s'installer dans leur pays. Résultat des courses : nous assumons les risques de la phase initiale, quand personne ne sait si le concept commercial vaut quelque chose, sans rien voir des profits lorsqu'ils augmentent. En d'autres termes, nous coupons le pain pour que les autres y étalent la confiture.

Comment y remédier ?

Pour augmenter de façon significative la base de capital du fonds allemand pour les start-up, il faudrait que les caisses de pension et les assurances aient le droit de financer ce type de véhicules, comme c'est le cas dans de nombreux pays. Il faut néanmoins garder à l'esprit que le taux allemand d'épargne en actions est l'un des plus bas du monde. Le risque ? Très peu pour nous ! Avec la première bulle Internet, nous nous sommes aventurés en dehors de notre zone de confort, nous brûlant les ailes au passage – un échec dont le souvenir est encore vivace. Emmanuel Macron a récemment mis en place un fonds de 5 milliards d'euros, tirés en partie des caisses de pension, pour les start-up. Il reste beaucoup à faire avant que de telles mesures puissent être prises chez nous et, selon le dernier Baromètre des start-up d'EY, Paris devance désormais Berlin en termes de volume d'investissement.

Vous êtes aussi engagée sur le plan politique et faites partie de l'Innovation Council de Dorothee Bär, ministre d'État. Vous aimeriez notamment que les start-up puissent tester leurs idées dans des zones déréglementées. Pourquoi donc ?

Les sociétés devraient avoir très tôt la possibilité d'expérimenter sans crouler sous les contraintes. Quel est le potentiel des mégadonnées si l'on peut, pour une fois, faire fi de leur protection ? À quoi ressemblerait la conduite autonome sans une kyrielle de contraintes ? Les États-Unis et la Chine y ont pensé et cela leur procure un avantage. Chez nous, tout est de plus en plus lent, administré et pesant, alors même que les changements se succèdent à un rythme effréné. Une opportunité s'offre à nous et nous devons la saisir !

Il y a plus de 300 millions d'habitants aux États-Unis, et presque un milliard et demi en Chine. Les pays d'Europe ont-ils une chance face à de telles puissances ? Seulement s'ils avancent ensemble. La législation, la mise à disposition de capital-risque et la réglementation ne peuvent plus être envisagées seulement à l'échelon national. L'Allemagne et la France comptent chacune environ 200 spécialistes de l'intelligence artificielle, la Suisse vingt et la Chine plusieurs fois leurs effectifs. Préparer demain, c'est travailler ensemble et oublier les frontières.

Dans les start-up, en particulier dans le domaine technologique, les femmes sont beaucoup moins représentées que les hommes. Pourquoi et que peut-on faire pour changer cela ?

Globalement, les technologies jouent un rôle mineur dans la vie des jeunes filles et nous ne les encourageons pas assez à s'y intéresser. Les ateliers que nous avons créés sur ce thème peuvent alors se révéler très utiles – les enfants de 6 à 12 ans y



« Comprendre ce que font nos enfants » : objets réalisés au HABA Digitalwerkstatt.

« On se croirait en 1970. »

découvrent le monde numérique de manière ludique. À cet âge, les filles sont aussi curieuses que les garçons et ne sont pas encore freinées par les stéréotypes. Les comités d'investissement des sociétés de capital-risque ne sont pas non plus étrangers au problème. Ce sont majoritairement des hommes qui y siègent. Par conséquent, les entrepreneuses ne sont pas toujours vues d'un bon œil.

Un exemple à nous donner ? Kitchen Stories, une application de cuisine dans laquelle j'ai investi très tôt. Le projet émanait de deux étudiantes brillantes, raillées par les investisseurs. « Deux filles qui aiment la cuisine, c'est mignon ! » Aujourd'hui, leur appli a été téléchargée des dizaines de millions de fois, Bosch a racheté leur entreprise et Tim Cook, le directeur général d'Apple, est passé par leurs locaux lors d'un séjour en Allemagne. Si l'on suit ce raisonnement, un homme qui crée une application automobile ne serait rien de plus qu'un amateur de voitures. Personne ne fait ce genre de remarques, pourtant. Obtenir des financements est difficile pour les femmes, rabaisées et sous-estimées.

Et la solution à cela ? Des investisseuses ne vont pas soudainement apparaître pour sauver la mise, mais les sociétés de capital-risque pourraient au moins constituer un comité d'expertes.

Selon vous, la culture numérique allemande est globalement « une catastrophe »... Les écoles ne sont pas équipées en ce sens, les enseignants pas formés et nous ne savons pas ce que nous voulons apprendre aux élèves, ni même quand ou comment. On se croirait en 1970. Aujourd'hui, un jeune diplômé doit pouvoir créer un site web, un logo ou une présentation et savoir distinguer le vrai du faux sur la Toile – ce qui est loin d'être le cas.

Que conseillez-vous aux enseignants qui ne se sentent pas à l'aise avec le numérique ? Une chose est sûre : leurs élèves en savent plus qu'eux. Mais les compétences des

jeunes générations dans ce domaine ne sont pas aussi évoluées qu'on pourrait le penser. Une professeure d'allemand peut tout à fait lancer un débat sur les vidéos montées de telle sorte qu'elles prêtent à des politiques des propos qu'ils n'ont jamais tenus. Quel impact cela a-t-il sur la société ? Un professeur d'histoire peut aussi organiser un atelier sur la validation de faits historiques, une enseignante en art expliquer comment fonctionnent les filtres, etc.

Vous avez trois enfants. Quelles règles doivent-ils suivre lorsqu'ils utilisent leur portable et l'ordinateur ? Le temps passé devant les écrans n'est pas négociable : mes fils de neuf et onze ans ont droit aux jeux vidéo une heure par jour, trois fois par semaine. Pour les activités créatives, en revanche, je leur laisse beaucoup de liberté. S'ils veulent tourner un film en stop motion avec leurs legos, peu m'importe le temps qu'ils y passent, à condition qu'ils me présentent le résultat final. Il est important pour nous, parents, de comprendre ce que font nos enfants. Et pour cela, nous devons passer du temps avec eux sur les appareils – même lorsqu'on en manque.

VOS ARCHITECTES
SUISSES



ARCHITECTURE MAISON FAMILIALE IMMEUBLE TRANSFORMATION



BAUTEC

BAUTEC AG ■ www.bautec.swiss



Film: « Trainspotting » (1996)



Comédie: Rowan Atkinson alias Mr. Bean (2007)

Le ♥ ROYAUME-UNI excelle dans l'art du « soft power ». Pour quelles raisons, M. ANHOLT ? Et dans quelle mesure le Brexit nuit-il à cette hégémonie ?

Interview Simon Kuper

Série cinématographique : Sean Connery joue James Bond dans « Goldfinger » (1964)

COOL BRITANNIA

« Entre James Bond et Mr. Bean »

Musique pop : Spice Girls (1997)



S

Simon Anholt, vous avez inventé le concept de « Nation Branding » et avez aidé une cinquantaine de municipalités et de pays à améliorer leur image. Qu'est-ce que le « soft power » ? Le « soft power » est l'inverse du « hard power », c'est-à-dire la coercition par les moyens militaires ou économiques. L'objectif du soft power est d'aider les États à exercer une influence sur les autres acteurs de la scène internationale au moyen de méthodes douces. Il n'a jamais autant été d'actualité.

En 2018, le Royaume-Uni occupait la première place du classement mondial du soft power. Comment le pays est-il devenu une superpuissance de la « méthode douce » ? L'anglais est la langue internationale, et nous excellons en matière de culture populaire : qu'il s'agisse de musique, de cinéma, de comédie, d'art, de mode, ou de football. Et je dirais que la monarchie britannique en fait également partie. Nos universités comptent parmi les meilleures du monde. Par ailleurs, les cultures et les influences changent très lentement. Même dans des situations extrêmement tendues, il est difficile de détester subitement un pays dont la culture vous apporte des expériences positives et enrichissantes. Cela peut prendre des décennies, voire des générations. Le Royaume-Uni occupe jusqu'à aujourd'hui une place importante pour de nombreuses personnes à travers le monde.

Le soft power d'un pays n'est donc pas le fruit d'un coup de force soudain, mais il s'exerce dans le temps ? Il est possible d'accélérer le processus. Prenons l'exemple de la Corée du Sud, dont le gouvernement s'est efforcé de

renforcer son le soft power ces dernières décennies sur mes conseils. Le pays est ainsi parvenu à faire connaître sa cuisine dans le monde entier. Le gouvernement a soutenu l'ouverture de restaurants coréens authentiques à travers le monde.

Le gouvernement n'est tout de même pas responsable du phénomène « Gangnam Style » ? Si, indirectement ! Il a laissé place à la jeune scène musicale, après des décennies de censure. Par ailleurs, le gouvernement soutient la culture populaire depuis quelques années ; auparavant, il ne se concentrait que sur la culture classique. Le soft power d'un pays peut donc étonnamment prendre de l'ampleur très rapidement, mais dans certaines conditions : les sitcoms sud-coréennes, par exemple, sont extrêmement populaires en Asie du Sud depuis de nombreuses années.

Même le gouvernement de Tony Blair a volontairement commercialisé la Grande-Bretagne sous le nom de « Cool Britannia ».

Oui, ici aussi, cela est parti d'une préoccupation économique : dans quelle mesure l'image britannique influencera-t-elle la prochaine génération d'entrepreneurs et, ainsi, les exportations britanniques ? Tony Blair aimait le terme « Cool Britannia » et le message qu'il véhiculait : un pays jeune, énergique, créatif, courageux, cosmopolite, amusant, avec un certain sens de l'autodérision. Une nation proposant au monde une grande offre culturelle allant de James Bond à Mr. Bean, en passant par les Spice Girls et Elton John.

La Grande-Bretagne a donc exercé une influence importante dans les années 1990, et mettait en avant un concept très en phase avec l'époque. J'ai longtemps été vice-président du Public Diplomacy Board au Ministère des affaires étrangères. Nous avions pour objectif de coordonner et de regrouper les activités de soft power de manière à les mettre en œuvre de manière stratégique.

Le Brexit a-t-il nui au concept de « Cool Britannia » ? Quitter l'UE ne correspond pas vraiment au concept, mais l'estime de soi véhiculée par « Cool Britannia » aide pendant cette période d'incertitude.



Musique : The Beatles (1965)

Le problème est que deux cultures s'opposent au Royaume-Uni : celle de « Cool Britannia » et celle de « Downton Abbey ». « Cool Britannia » est la culture à mettre en avant pour garantir notre statut de puissance commerciale à l'avenir. La série à succès « Downton Abbey » – qui présente le pays comme une puissance sans égale, nostalgique de l'empire et supérieure aux autres – n'aide pas vraiment, sauf si l'on décide de vendre des boutons de manchettes ou de la confiture de framboise. Malheureusement, le Brexit transforme la perception du pays à l'étranger, et l'associe davantage à « Downton Abbey ».

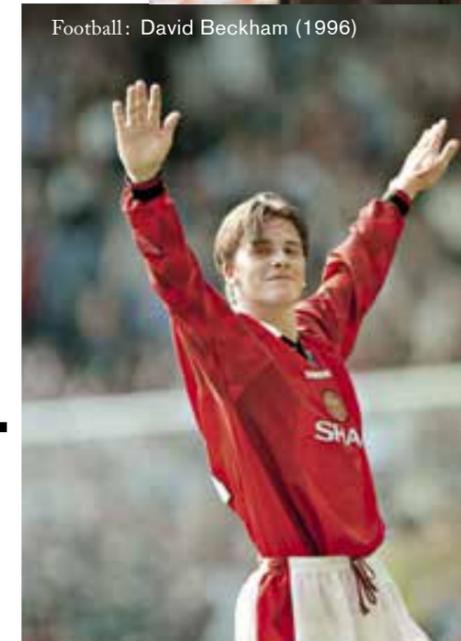
La perte de vitesse du soft power est-elle vraiment problématique pour le Royaume-Uni ? Il s'agit tout de même de la cinquième puissance économique mondiale. Sans une réputation forte et positive, tout devient difficile et cher. Mais la renommée ne peut pas être rétablie avec des techniques de communication. Elle est associée à qui l'on est, à notre attitude et à notre ambition. À l'ère de la mondialisation, un pays peut voir sa réputation mise à mal s'il n'anticipe pas les conséquences de ses actions sur le soft power.

Certains disent que la perception est la réalité. Mais elle ne représente pas toute la réalité, n'est-ce pas ? Le soft power détermine la perception du hard power. Prenons un exemple parlant : la Grande-Bretagne n'est pas perçue comme une menace et elle est admirée grâce à son soft power, bien qu'elle dispose de la bombe atomique.

Vous avez créé le concept de « Nation Branding ». Qu'en pensez-vous, 30 ans plus tard ? Je suis plutôt mitigé. Il donne l'impression que l'on peut facilement changer l'image d'un pays à l'aide de techniques de marketing. Mais ce n'est pas vrai. Si vos produits sont de qualité, votre image de marque se construit dans le temps. Il en va de même pour les pays souhaitant améliorer leur image : ils doivent se concentrer sur ce qu'ils font, sur leurs agissements concrets – et pas sur leur perception d'eux-mêmes. Il n'y a pas de raccourci possible pour améliorer sa réputation. Elle se construit sur une source d'idées, de produits et de réalités politiques. Celle-ci doit jaillir en permanence et ne jamais tarir. ■



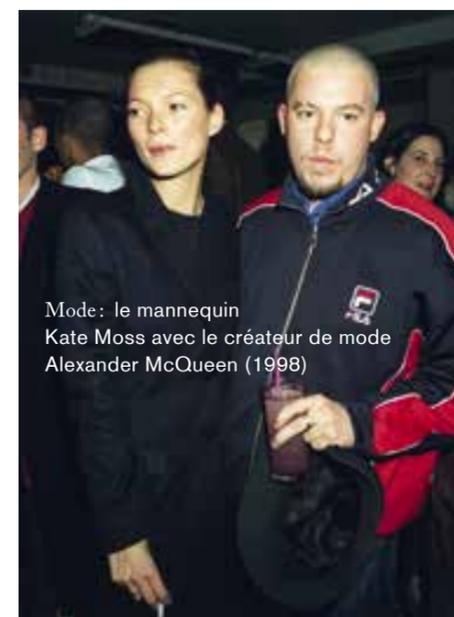
Série : « Downton Abbey » (2010)



Football : David Beckham (1996)



Simon Anholt (58 ans) a exercé comme conseiller politique indépendant dans plus de 50 pays et municipalités. Ce Britannique est à l'origine du concept de « Nation Branding » et a conçu le Good Country Index.

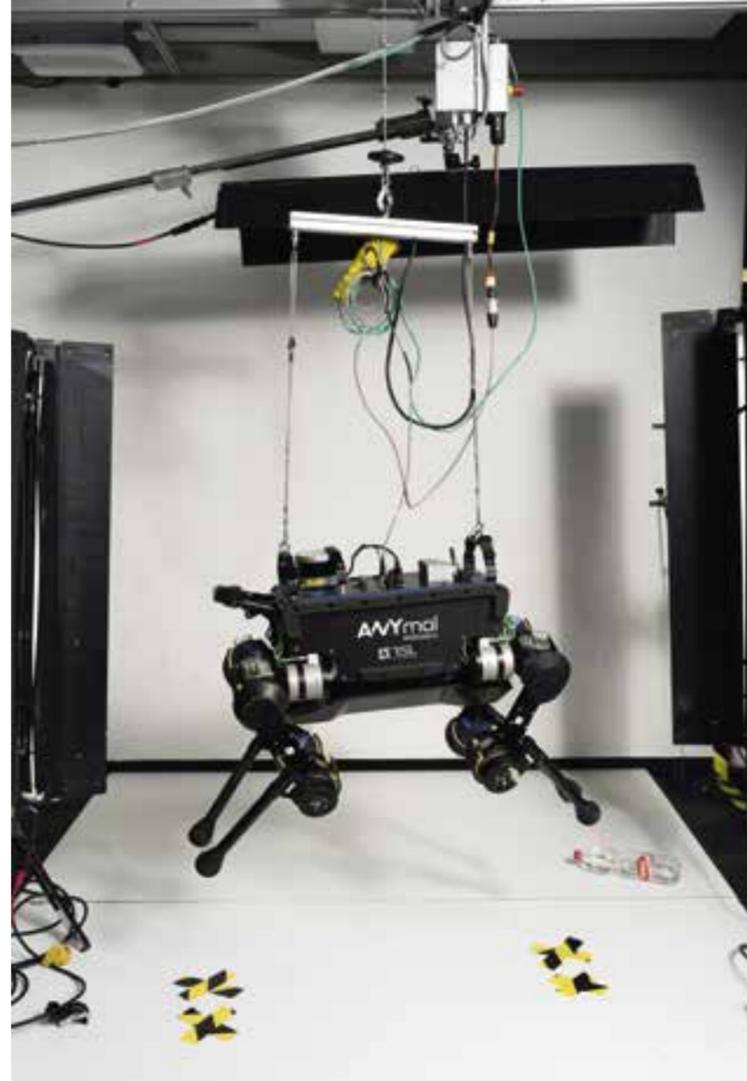


Mode : le mannequin Kate Moss avec le créateur de mode Alexander McQueen (1998)

Art : Damien Hirst avec deux sculptures révélant l'anatomie du corps humain (1995)



ANYmal, le robot courant de l'EPFZ, à la pointe de la recherche robotique mondiale.



« Inutile de tout construire de A à Z »

JOËL MESOT, président de l'École polytechnique fédérale de Zurich, révèle les secrets du succès de la recherche ♥ SUISSE, les avancées du transfert de connaissances et l'élément-clé d'une carrière, la confiance en soi.

Interview Simon Brunner et Michael Krobath

En 2019, la Suisse est arrivée en tête du Global Innovation Index pour la neuvième fois consécutive. Quelle est la formule du succès de ce pôle de formation et de recherche ? Les raisons sont multiples. L'un de nos atouts réside dans notre système de formation équilibré qui propose des passerelles entre universités et hautes écoles et avec la formation duale. En tant que chercheurs, nous dépendons de bons professionnels pour consolider et faire fonctionner nos structures complexes. Autres facteurs : la place traditionnellement accordée à la recherche fondamentale et notre collaboration avec l'industrie. Enfin, le mérite revient à l'ouverture de notre pays, qui nous permet de recruter les meilleurs profils à l'international.

Cette formule est-elle stable ?
Entrevoyez-vous des menaces ?
Tous les parcours sont actuellement sous pression, à part la formation duale. Ce qui m'inquiète le plus, c'est le risque de repli sur soi. La science doit être connectée au monde. Si des décisions politiques nous font perdre cette ouverture, nous scions la branche sur laquelle nous sommes assis. En 2014, la Suisse a été temporairement exclue du programme de recherche européen Horizon 2020. Une nouvelle mise à l'écart de ce cadre de recherche ne serait pas de bon augure pour notre compétitivité.

Opposants à la technologie génétique, climatosceptiques, adversaires de l'évolution... Craignez-vous une vague anti-science ?
C'est une bonne chose que les citoyens et les médias s'emparent de la question des progrès technologiques : c'est l'expression d'une démocratie vivante. Il faut effectivement engager un vaste débat sur le big data et l'intelligence artificielle. Mais certaines tendances donnent aussi matière à réflexion, par exemple lorsque des voix, qui trouvent d'autant plus d'écho qu'elles sont rares, s'élèvent pour remettre en cause des faits scientifiquement établis, comme l'influence humaine sur le changement climatique.

L'essor de la Chine affecte-t-il la recherche suisse ?
La Chine nourrit l'ambition de devenir la première nation technologique, ce qui

n'est pas sans répercussions sur la science. Mais je vois la concurrence d'un bon œil : c'est ce qui nous pousse à améliorer notre pensée et nos processus. De plus, la Suisse bénéficie depuis 2014 d'un accord de libre-échange conclu avec la Chine.

Les meilleures universités américaines ont longtemps été les plus grandes rivales de l'EPFZ. Le curseur s'est-il déplacé en Asie ?
N'oublions pas que les universités d'élite anglo-saxonnes, y compris britanniques, dominent toujours les classements internationaux. Mais la Chine se rattrape et désormais, elle produit plus de publications scientifiques que les États-Unis. Cela dit, en matière de qualité, il y a de quoi relativiser.

Les nouvelles offres pédagogiques concurrencent-elles les universités classiques ?
La formation universitaire devient un bien commun et le tournant numérique transforme les modes de transmission, si bien que de nouveaux acteurs privés se bousculent sur ce marché en plein essor. Au final, les universités traditionnelles comme l'EPFZ se posent toutes la même question : quelles sont les compétences qui préparent le mieux les étudiants à un monde du travail en pleine mutation, où la formation dure toute la vie ?

Et quelle est la réponse ?
Nous pensons qu'à l'avenir aussi, ingénieurs et scientifiques devront disposer de bases solides en mathématiques et aujourd'hui, cela passe de plus en plus par la pensée computationnelle et le traitement scientifique de grandes quantités de données. De plus, nous avons mis en place des offres ciblées qui favorisent l'interdisciplinarité, la pensée critique et créative ainsi que l'esprit d'initiative. En ce moment, nous réalisons notre deuxième Student Project House, qui crée un espace d'expérimentation. Il y a aussi la semaine de l'EPFZ, qui fait travailler chaque année les étudiants des 16 départements sur des sujets d'importance mondiale : énergie, alimentation, mobilité...

La Suisse compte parmi les pays d'Europe les plus prisés des étudiants. En 2018, 37% des étudiants de l'EPFZ étaient étrangers. Sur le plan politique, y a-t-il des

exhortations à donner la priorité aux Suisses ou à imposer des quotas ?
Je dirais que l'EPFZ applique déjà la priorité nationale, la part de concitoyens en bachelor dépassant 80%. J'aimerais souligner que tous les titulaires d'une maturité suisse peuvent étudier à l'EPFZ. Il n'y a pas de numerus clausus et nos frais de scolarité sont très modérés. Nous nous inscrivons donc dans un système égalitaire très suisse, dont je suis fier. D'ailleurs, j'en ai moi-même profité, puisque j'étais le premier dans ma famille à avoir fait des études. En master et, surtout, en doctorat, où plus de 70% des étudiants sont étrangers, l'EPFZ est très internationale.

Pour le président d'une EPF, l'enjeu principal consiste à transposer dans l'économie les connaissances issues de la recherche. L'EPFZ n'était pas la meilleure dans ce domaine...
Nous nous sommes bien rattrapés. Ce qui a longtemps manqué à nos start-up, c'était l'argent pour faire le grand plongeon, soit les 50 ou 80 millions nécessaires pour croître dans la bonne direction. J'ai l'impression que c'est en train de changer. Rien que l'année dernière, plus d'un demi-milliard de francs ont été investis dans un capital-risque dans le canton de Zurich, et GetYourGuide, la première spin-off de l'EPFZ, a acquis le statut de « licorne », c'est-à-dire une valorisation à plus d'un milliard de dollars. Il est donc de plus en plus payant de donner davantage de marge de manœuvre aux étudiants pour



Joël Mesot (55 ans) préside l'EPFZ – la meilleure université d'Europe continentale selon les classements internationaux – depuis 2019 ; auparavant, il a dirigé l'Institut Paul Scherrer pendant dix ans. Pendant de nombreuses années, ce physicien a fait de la recherche en France et aux États-Unis et a été récompensé de nombreuses reprises.

qu'ils développent leurs idées et produits. Depuis GetYourGuide, 25 autres spin-off ont vu le jour chaque année.

À ce propos, dans quels domaines un petit pays comme la Suisse peut-il tirer son épingle du jeu ?

Les produits de niche. Pour employer une métaphore, nous n'avons pas besoin de construire une voiture de A à Z comme l'Allemagne, les États-Unis ou le Japon. Nous pouvons nous concentrer sur les pièces qui apportent une grande valeur ajoutée. Et demain, cette valeur trouvera sa source dans les interfaces interdisciplinaires. Nous le voyons à l'EPF, où les frontières interdépartementales sont de plus en plus poreuses.

Vous êtes vous-même un physicien accompli. Quelle est la caractéristique première pour réussir comme chercheur et contribuer à faire avancer la science ?

Outre les connaissances, il faut avoir confiance en soi. Pour mes premiers travaux post-doctoraux, j'ai présenté une idée à un physicien réputé. Il m'a rétorqué : « Ça ne fonctionne pas ! » Quand j'en ai fait part à mon directeur de thèse, il m'a dit : « Joël, si tu dis que ça fonctionne, alors ça fonctionne. Tu dois juste en être convaincu. » J'ai donc fait comme je l'avais prévu et tout s'est passé comme je l'avais escompté. Je ne manque jamais de raconter cette histoire aux nouveaux étudiants pour leur donner du courage (*rires*). ■

Le Credit Suisse soutient l'EPFZ et a fait un don de sept millions de francs en 2018 pour une chaire de robotique.

« Penser à l'avenir dès la quarantaine »



Actif plus longtemps : Mohamad Mohsin Khan, Singapourien de 74 ans, assemble des pièces d'avion.

Vivre plus longtemps, c'est aussi travailler plus longtemps. À **SINGAPOUR**, 40% des 65-69 ans sont encore des actifs, soit le double de la moyenne de l'OCDE. Décryptage avec **CHAM HUI FONG**.

Interview Michael Krobath

À Singapour, la part des 65-69 ans actifs sur le marché de l'emploi est passée de 24% en 2006 à plus de 40%, alors que l'âge de la retraite est de 62 ans. Comment la cité-État y est-elle parvenue ? La législation est à la base de cette réussite. En 2006, une commission a travaillé avec des représentants du gouvernement, des employeurs et notre congrès syndical pour encourager les entreprises à embaucher ou à réembaucher des employés après l'âge de la retraite. En 2012, ces efforts ont culminé avec l'introduction de la loi sur la retraite et le réemploi, qui pousse les entreprises à proposer aux retraités remplissant certains critères un emploi jusqu'à leurs 65 ans. En 2017, cet engagement s'est étendu jusqu'à 67 ans.

Quelles ont été les mesures incitatives mises en place pour les y encourager ? Tout d'abord, un crédit d'emploi spécial, qui est un système de compensation salariale récompensant l'employeur par une indemnisation allant jusqu'à 3% du salaire mensuel des collaborateurs réemployés. Ensuite, un programme de subventions : chaque entreprise dispose d'une somme allant jusqu'à 425 000 dollars de Singapour [N.D.L.R. : plus de 300 000 francs] pour instaurer un management de l'âge, repenser les postes et appliquer des réglementations de travail plus flexibles. Depuis mi-2016, plus de 1750 entreprises y ont recouru et près de 20 000 collaborateurs en ont bénéficié.

Et comment les collaborateurs eux-mêmes ont-ils été incités à travailler au-delà de l'âge de la retraite ?

À travers des programmes de réduction des écarts salariaux, des offres de formation continue et des journées d'immersion auprès de potentiels nouveaux employeurs. Et bien sûr, le salaire est aussi un moteur. La plupart d'entre eux souhaitent rester financièrement indépendants et se consacrer à quelque chose qui ait du sens. Beaucoup sont donc prêts à travailler plus longtemps.

Quels emplois les travailleurs seniors recherchent-ils ?

Bien entendu, ils ont la possibilité de réduire progressivement la cadence de leur emploi actuel. Selon une étude, 86% des futurs retraités souhaitent partir à la retraite progressivement et environ un tiers veulent avoir moins de responsabilités au travail.

Dans quels secteurs les seniors sont-ils actifs ?

Dans la majorité des cas, ce sont des travailleurs manuels, dans le nettoyage, la conduite de machines ou encore la vente. Mais les cadres aussi sont nombreux à vouloir rester actifs plus longtemps.

Quand doit-on commencer à se préparer à une plus longue carrière ?

Il est intéressant de penser à son futur à partir de la quarantaine. Et les entreprises devraient s'entretenir régulièrement avec leurs collaborateurs au sujet de la suite de leur carrière et leur permettre de se doter de compétences pour rester employables. ■



Cham Hui Fong (51 ans) est secrétaire générale adjointe du Congrès national des syndicats (NTUC) et a été membre du comité de rédaction de la loi sur la retraite et le réemploi.



USA

MARY MATALIN est républicaine et ex-conseillère des présidents Bush père et fils. JAMES CARVILLE est démocrate et ex-conseiller du président Clinton. Dans des ♥ ÉTATS-UNIS polarisés autour de deux partis en froid, que peut nous apprendre ce couple heureux ?

Interview Michael Kroboth

« Nous



La division de la nation : lancement de la campagne du sénateur démocrate Cory Booker à Newark le 13 avril 2019 (à g.), Jour de l'indépendance chez des partisans de Trump à Washington le 4 juillet 2019.



Photos : Mark Peterson / Redux / laif (2)

bataillons sur tout

»

« When mama ain't happy, ain't nobody happy. » Quand « mama » n'est pas contente, personne ne l'est. James hait les confrontations et refuse de batailler sur la politique. Et nous n'avons ni l'envie, ni le temps, ni l'énergie de nous occuper de ce que l'on appelle le « dialogue politique » dans le climat tumultueux actuel.

Carville Hier soir, nous avons regardé un match de football américain en famille. Le week-end dernier, l'une de nos filles s'est mariée. Nous évitons la plupart du temps les discussions politiques. Non pas que je n'aime pas en parler, au contraire : j'enseigne à l'université et je mène chaque jour une vingtaine d'entretiens politiques. Mais pas avec ma femme, c'est tout.

Dans le best-seller consacré à votre couple, vous avouez que la guerre d'Irak en 2003 a provoqué de vives altercations entre vous. Quel regard portez-vous sur la politique actuelle de l'administration Trump ?

Matalin C'est incroyable ce que Donald Trump est parvenu à accomplir en si peu de temps au Bureau ovale. Ces trois dernières années, les gens ont constaté d'énormes progrès dans leur quotidien. Et ce, malgré l'absence flagrante de soutien au sein de son propre parti, malgré les prises de position des médias contre lui et malgré le déchaînement bureaucratique à Washington. Sous sa présidence, la participation des femmes au marché du travail a atteint un pic historique, de même pour les Afro-Américains et les Latinos. Le président Trump a libéré l'économie de ses entraves réglementaires et remis le pays à la tête des puissances dirigeantes.

Carville J'ai peu de considération pour la politique de Trump. Prenons la politique extérieure : les États-Unis entretiennent désormais des relations tendues avec la Chine et l'Iran, mais ont resserré les liens avec la Corée du Nord et la Russie. Quelle erreur stratégique ! Sans compter cette aliénation effrayante de l'Europe occidentale... Et ce qui m'attriste par-dessus tout, c'est que nous ne prenons plus notre rôle à l'ONU au sérieux. Cette alliance a pourtant fait ses preuves par le passé et il conviendrait de ne pas la délaissier. Malheureusement, c'est ce qui se produit.

Le politologue américain Robert Dahl a écrit dans les années 1970 que pour les



Mary Matalin (en bleu) avec le vice-président Dick Cheney (à d.), le 11 septembre 2001 dans le bunker de la Maison-Blanche.

James Carville a dirigé la campagne présidentielle de 1992 de Bill Clinton.



Européens habitués au choc des idéologies, les débats américains paraissent mous et ennuyeux. Au vu du climat politique fébrile dans lequel nous vivons, nous pouvons toutefois nous demander ce qui s'est passé et ce qui a changé.

Carville J'entrevois trois facteurs. Tout d'abord, lorsque la population éduquée migre vers les villes, les régions agricoles se sentent rapidement abandonnées, voire menacées par ces centres urbains qui montent en puissance. Alors elles s'unissent politiquement contre ces derniers et l'expriment sans fard ni concessions. Ensuite, les réseaux sociaux et les innombrables sources de diffamation qui les accompagnent alimentent le climat actuel : on sait que les gens croient les canaux d'information qui les confortent dans leur vision du monde.

Et le troisième facteur ?

Carville L'évolution de la répartition ethnique de la population américaine. Les États-Unis sont de moins en moins blancs et cela fait peur à certaines personnes. La grande question porte sur notre vision de l'Amérique : est-ce une terre qui porte fondamentalement l'empreinte des immigrants européens et de leurs descendants ou une idée qui découle des Lumières ? Quelle Amérique est donc la vraie, l'authentique ? Un profond conflit fait rage sur le sujet. Personnellement, je trouve le débat idiot : nous sommes tous Américains et Américaines.

« Les campagnes négatives existaient du temps de Cicéron »

Le magazine « Politico » vous a décrits comme le « couple improbable » de la politique américaine. Sur quoi bataillez-vous le plus, en ce moment ?

James Carville Franchement ? Sur presque tout. Du moins en matière de politique nationale. Je n'imagine pas un sujet sur lequel nous nous entendons. Nous avons chacun une vision résolument et fondamentalement différente sur les occupants de la Maison-Blanche.

Mary Matalin « Improbable » ? ! Pas tant que ça. Notre couple ne se résume pas à ce seul aspect. Bien avant de nous marier, nous travaillions déjà dans des camps opposés – et à l'occasion de plus d'une campagne ! Nous voyions le monde différemment hier, et c'est toujours le cas aujourd'hui. Mais heureusement, la vie nous offre quantité de sujets autres que la politique.

Vos systèmes de valeurs diamétralement opposés ne conduisent-ils pas à des tensions au quotidien ?

Matalin Ce serait le cas si notre famille était une démocratie. Or, c'est une « mamacratie ». Comme on dit chez nous :

« Que peut-on apprendre de notre couple ? Le respect d'autres opinions politiques. »

Matalin Les antagonismes sont inévitables dans une démocratie prospère. Les confrontations sur le plan de l'économie, de la religion et de la politique régionale ont toujours été violentes dans l'histoire des États-Unis et traversent abondamment la pensée de personnalités aussi importantes que Madison, Hamilton, Adams ou Jefferson. De nos jours, le plus grand obstacle au progrès démocratique a changé du tout au tout : il s'agit de l'érosion de la liberté d'expression et du fait que les voix qui s'écartent du mainstream libéral sont constamment musclées par le harcèlement, l'humiliation et la menace de perdre leur emploi ainsi que par une presse partisane.

Cette polarisation n'a toutefois rien de nouveau ?

Matalin Certes, mais les instruments ont changé à l'ère de l'information et ont intensifié la vitesse et la véhémence des débats publics. Sous le voile de l'anonymat que confèrent ces plates-formes, il est devenu bien plus facile de donner libre cours à son mécontentement et à sa colère. Internet offre des perspectives de progrès incroyables susceptibles d'améliorer la vie des gens – et précisément des plus défavorisés –, mais nous devons encore apprendre à appliquer des règles éthiques à ce nouvel espace. L'Europe et l'Amérique ont une responsabilité sérieuse et essentielle, celle d'instaurer des mesures éthiques relatives aux instruments de l'intelligence artificielle.

Lorsque vous étiez tous deux en fonction à la Maison-Blanche, l'opinion qui primait était que les messages positifs avaient plus d'impact que les négatifs. Pourquoi la communication politique négative a-t-elle pris tant de poids ?

Les stratèges politiques Mary Matalin (66 ans) et James Carville (74 ans) sont mariés depuis 26 ans et ont deux filles adultes. Mary Matalin a notamment travaillé pour les présidents américains George H.W. Bush et George W. Bush et pour le vice-président de ce dernier, Dick Cheney. James Carville était un proche conseiller de Bill Clinton et a marqué les mémoires avec son célèbre slogan, « It's the economy, stupid! ». Le best-seller « All's Fair: Love, War, and Running for President » décrit leur relation particulière. Pour cette interview, ils ont tenu à répondre séparément.



Matalin Il y a toujours eu des campagnes négatives – depuis Cicéron, comme James l'a établi dans une brillante analyse. En politique, la peur est un moteur plus puissant que l'amour. Mais dans la vraie vie, c'est l'amour qui triomphe ! Les citoyens réagissent très bien aux messages négatifs dans les débats politiques, mais ils préfèrent vivre une vie sous le signe de l'harmonie.

Républicains et démocrates peuvent-ils tirer des leçons de votre couple connu pour transcender les partis ?

Matalin Oui. Faites plus d'enfants, concentrez-vous sur ce qui est cher à vos yeux, priez plus sérieusement et buvez plus de bourbon !

Carville Je ne pense pas que notre couple porte un grand message. Ce qu'on peut apprendre de nous, c'est tout simplement d'avoir plus de respect pour celles et ceux qui ont d'autres opinions politiques.

Vous avez été conseillers de présidents différents. Lequel vous a le plus impressionnés ?

Carville Bill Clinton, car il a fait preuve de respect pour tout le monde. Il était capable de communiquer à chacun le sentiment qu'il respectait à la fois ce qu'il était et ce qu'il faisait. Tout au long de ses mandats, il a fait tout ce qui était en son pouvoir pour unifier le pays – et non le diviser.

Matalin J'ai eu l'honneur de servir plusieurs présidents d'exception. George Bush Sr. a consacré toute sa vie au devoir, à l'honneur et au pays. Il a non seulement encouragé la loyauté, l'amitié et la compassion, mais les a aussi véritablement incarnées. Le vice-président Dick Cheney est un homme d'une intégrité sans failles. Il avait une compréhension profonde et inégalable de nombreux sujets, il était toujours juste et se montrait extrêmement charmant.

James, vous avez inventé la célèbre maxime qui est devenue en 1992 le slogan de campagne de Bill Clinton : « It's the economy, stupid! » « C'est l'économie, idiot ! » Si vous deviez trouver un slogan pour la campagne électorale de 2020, quel serait-il ?

Carville « It's the country, stupid! » « C'est le pays, idiot ! » Nous devons réapprendre à nous comporter comme un pays et non comme deux tribus en temps

de guerre. Nous devons aussi respecter les gens avec lesquels nous ne sommes pas d'accord. Nos divergences d'opinions sont souvent imputables au fait qu'un camp ne porte pas l'autre dans son cœur.

Et vous, Mary ?

Matalin Keep America Great !

Si Bill Clinton ou George Bush Jr. étaient encore en fonction, leur conseilleriez-vous d'utiliser Twitter ?

Matalin Certainement. J'admire la manière qu'a le président Trump de composer avec cette presse subjective et avec une administration hostile grâce à Twitter.

Carville Non. Je ne pense pas que les démocrates doivent faire comme Donald Trump pour pouvoir le battre. Il faut clairement prendre de la distance par rapport à lui – dans les projets politiques, les apparitions personnelles et la vision du monde. Je suis convaincu que dans leur majorité, les Américaines et Américains sont amicaux et font bon ménage. Et je pense aussi que la plupart veulent revenir à une culture politique plus apaisée.

Que faudrait-il faire pour que les « Divided States of America » redeviennent les « United States of America » ?

Carville Un changement générationnel. Mieux encore : l'émergence d'une figure politique capable de convaincre la population que l'Amérique n'est pas qu'un lieu, mais aussi et surtout une idée. C'est ce qui rendrait caduque cette distinction indigne entre les « vrais » et les « moins vrais » Américains.

Matalin Si nous voulons que les États-Unis se réconcilient, il faut encore cinq ans de dérégulation, de décentralisation et de politique mesurable et axée sur les solutions. Dans nos écoles, il faut instaurer un cours d'éducation civique obligatoire et un cours approfondi d'Histoire. Enfin, ne négligeons surtout pas la revitalisation des principes et des idéaux qui ont présidé à la fondation des États-Unis en tant que nation des droits – et non des Hommes.

Quelle est la question qu'on ne vous a jamais posée sur votre couple atypique et à laquelle vous auriez voulu répondre ?

Matalin D'où vient cette curieuse idée que nous formons un couple toujours en paix ? Et pourquoi les disputes conjugales

sont-elles plus virulentes et épuisantes que les divergences politiques ?

Carville Tout le monde s'interroge sur nos différences politiques, mais jamais culturelles. Ma femme a grandi dans le sud de Chicago, dans une famille de travailleurs industriels. Moi, en revanche, je suis un enfant du Sud ségrégué. Ce grand écart est au moins aussi intéressant que nos désaccords politiques ! Nous devons vraiment nous habituer à ces différences culturelles et apprendre à faire preuve d'égards les uns pour les autres. Dans votre pays aussi, vous en faites l'expérience : la culture de Zurich doit être bien différente de celle de Genève. Cela demande beaucoup d'efforts de se plonger dans une culture et de la comprendre réellement. Nous vivons maintenant dans le Sud, à la Nouvelle-Orléans et si je peux dire une chose, c'est que ça réussit très bien à ma femme ! ■

« Un potentiel gigantesque »

Rares sont les pays à embrasser la transition énergétique comme le **CHILI**. Le pays fait figure de précurseur, en particulier pour l'énergie solaire. **CRISTIÁN GONZÁLEZ VELOSO** explique comment l'exploiter au mieux.

Interview Andreas Fink

Nulle part ailleurs l'intensité du rayonnement solaire n'est plus forte : installations photovoltaïques dans le désert d'Atacama, dans le nord du Chili.

Comment le Chili s'est-il lancé dans cette étonnante révolution énergétique ? Notre première industrie, l'exploitation minière, exige un approvisionnement énergétique fiable et continu, ce que les centrales conventionnelles étaient longtemps seules à pouvoir assurer. Mais en 2013, le gouvernement a revu les objectifs environnementaux en faveur des sources d'énergie renouvelables. En 2016, la moitié des nouveaux projets dans ce domaine étaient définis et en 2017, ils l'étaient tous. Parmi eux, deux tiers portent sur l'éolien et, surtout, sur le solaire.

Le désert d'Atacama est le plus aride du monde, ce qui en fait le site idéal pour produire de l'énergie solaire. Oui, le potentiel est gigantesque. Sa formidable intensité de rayonnement s'explique par son altitude élevée. D'ailleurs, si l'intensité est importante, les cellules photovoltaïques livrent aussi davantage d'électricité, car à 2500 mètres d'altitude, le désert est préservé des températures élevées de l'Europe méridionale ou de l'Afrique et son efficacité s'en trouve améliorée. Une nouvelle étude indique que l'ensemble des énergies renouvelables du Chili – vent, eau, biomasse, géothermie et marées – recèle un potentiel global de 1850 gigawattheures par an. Mais le soleil est capable d'en livrer 1800 à lui seul !

C'est environ 18 fois plus que la production annuelle actuelle de la centrale hydroélectrique d'Itaipú au Brésil et au Paraguay, dans la même région. Et ce, alors que le soleil ne brille que de 8 heures à 18 heures ? Plus pour longtemps. En 2020, nous inaugurerons à Atacama la première centrale solaire thermodynamique d'Amérique du Sud. Le Cerro Dominador capturera les rayons du soleil dans des centaines de miroirs qui les réfléchiront sur une tour de 265 mètres de haut accueillant un énorme réservoir d'eau saline. En chauffant, ce fluide peut propulser une centrale à vapeur le jour, mais aussi la nuit. C'est donc un complément idéal et peu coûteux aux capteurs solaires classiques, qui ne sont actifs qu'en journée.

L'industrie minière du nord consomme près de 35% de l'électricité. Or, c'est la Vallée centrale qui en a le plus besoin, puisque la région de Santiago concentre 90% de la population. Comment raccorder ces derniers à l'électricité bon marché du désert ?

C'est là le défi majeur de notre pays montagneux, qui s'étire sur plus de 4000 km, mais dépasse rarement 200 km en largeur. De nos jours, les installations photovoltaïques sont prêtes en quelques mois, mais la construction de lignes interurbaines à haute tension prend bien plus de temps.

À quels objectifs l'expansion des énergies renouvelables répond-elle ?

Lors de la Conférence de Paris en 2015 sur les changements climatiques, le Chili s'est engagé à réduire d'ici à 2030 les émissions nocives de 30% par rapport à 2007. Aujourd'hui déjà, la part des renouvelables s'élève à 20%, dont 9% d'origine solaire. Les producteurs ont adopté un plan de sortie des énergies fossiles, avec l'arrêt prochain de deux centrales à charbon sur les 28 que compte le pays. D'ici à 2024, leur production globale aura baissé d'un cinquième. Mais en effet, c'est une question de marché, car ici, la production comme la distribution d'électricité sont assurées par le privé et ne sont pas subventionnées par l'État.

Le Chili pourrait aussi exporter l'énergie verte la moins chère du monde. C'est notre grand objectif. Les centrales hydrauliques brésiliennes et nos générateurs solaires pourraient couvrir la consommation énergétique de la pointe méridionale de l'Amérique du Sud à bas coût et de manière neutre. ■



Cristián González Veloso (49 ans)

est directeur adjoint du comité d'État Solar.

« Produit de première nécessité »

♥ **BRÉSIL** Les Havaianas se sont imposées comme une marque mondiale dans un pays émergent, signant un coup de maître. **GUILLAUME PROU** explique comment ériger une tong en objet de culte.

Interview Sebastián Fest



Les tongs de la marque Havaianas, symbole de la nostalgie des vacances.

Bien avant leur consécration mondiale, les Havaianas faisaient déjà partie du paysage familial au Brésil. Comment l'histoire a-t-elle débuté ?

Les premières Havaianas ont été produites en 1962 et ont vite compté parmi les produits de première nécessité. C'est même un fait officiellement attesté : en 1980, alors que l'inflation faisait rage, le gouvernement a établi une liste des prix régulés par l'État et parmi ces produits, il y avait les haricots, le riz... et les Havaianas. Jusqu'en 1994, toute notre production ou presque se résumait à un seul article : nos tongs traditionnelles, blanches sur le dessus des semelles et déclinées en quatre coloris pour les lanières et l'extérieur. Et c'était tout. Certains clients se sont lassés de cette semelle blanche et, en créant leurs propres tongs, ils ont donné l'impulsion pour le deuxième modèle, nommé « Top », qui a été commercialisé en 1994.

Quand la marque a-t-elle mûri sa stratégie d'internationalisation ?

Avec le développement d'un modèle « Brazil » orné du drapeau brésilien sur la lanière pour les fans de football à l'occasion de la Coupe du monde de 1998 en France. Le Brésil a certes perdu en finale, mais les Havaianas ont conquis le monde. La « Brazil » est devenue l'ambassadrice du style de vie brésilien et a fait entrer la marque dans les boutiques tendance des métropoles européennes.

Aujourd'hui, il existe plus de 500 modèles de Havaianas, ainsi qu'une ligne complète de tenues de plage et d'accessoires, vendus dans plus de 60 pays. Comment un objet du quotidien dans un pays émergent est-il devenu une icône mondiale ?

À mon avis, c'est le fruit d'un savant équilibre entre confort et style ainsi que d'associations positives dans l'esprit

des consommateurs. La marque Havaianas est née sur les plages du Brésil, ce qui assoit la légitimité de nos messages : été, samba et joie de vivre. C'est cette authenticité qui nous offre d'importants traits de différenciation.

La marque est dotée de deux visages : de nombreux articles sont des produits de masse en vente au supermarché et même, en kiosque, tandis que certains autres ne se trouvent que dans des boutiques de mode triées sur le volet, à des prix nettement supérieurs. Est-ce un choix stratégique ?

Tout à fait. Pour moi, c'est l'essence de la marque. Je ne pense pas qu'il existe une autre marque de mode ou de chaussures aussi élastique dans sa distribution et sa base de clientèle. Cette universalité fait partie de l'ADN des Havaianas. Nos produits se veulent de bonne qualité, mais ils doivent aussi parler facilement au grand public.

Ironie du sort : ce produit si étroitement lié au Brésil porte un nom étranger...

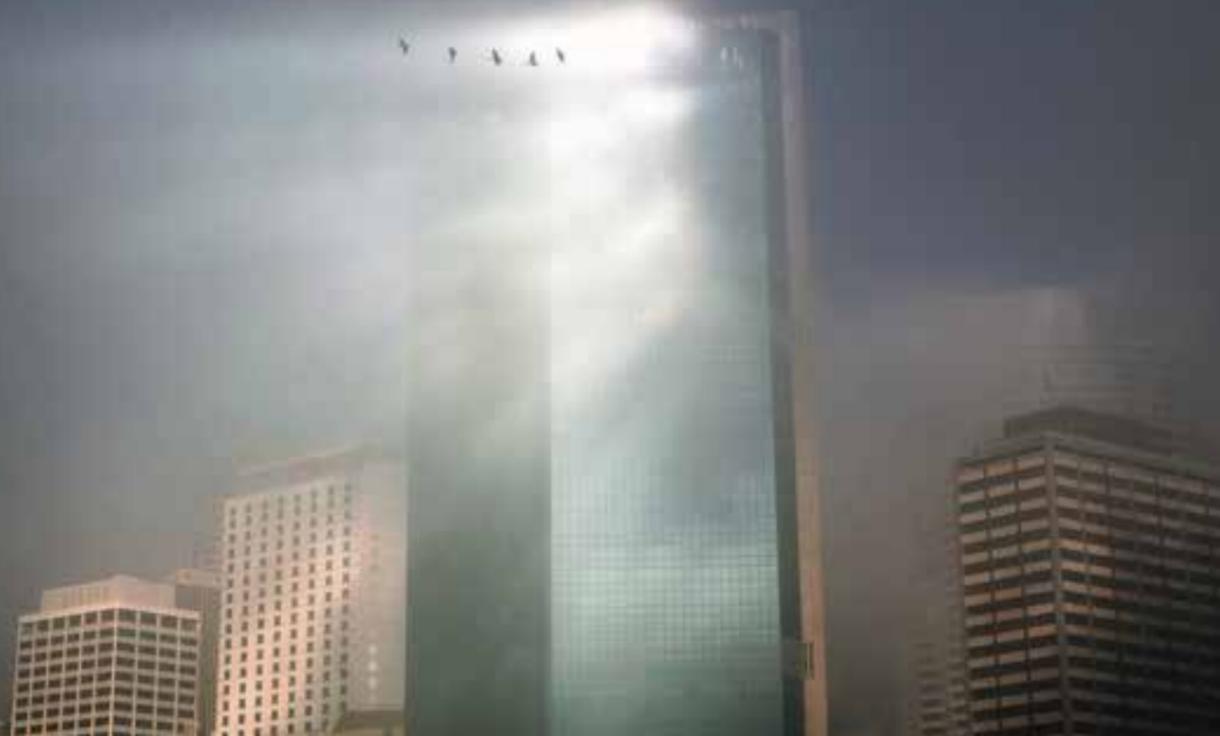
Oui, « havaianas » signifie « hawaïen » en portugais. Encore mieux, les premières Havaianas étaient inspirées des sandales japonaises « zori », dont la semelle est en paille de riz. Raison pour laquelle nos semelles en caoutchouc reprennent toujours ce motif de grains de riz. ■



Guillaume Prou (44 ans) est le directeur européen du groupe brésilien Alpargatas, à l'origine du succès mondial de la marque Havaianas.

« L'Occident en Orient et l'Orient en Occident »

Un boom qui dure depuis 28 ans : vue de la skyline de Sydney.





Aucun pays occidental industrialisé n'a connu de croissance plus longue que ♥ L'AUSTRALIE, aucun n'a de liens plus étroits avec l'Asie. L'ex-premier ministre d'Australie KEVIN RUDD explique ce que l'Occident peut apprendre de son pays.

Interview Michael Krobath

L'économie australienne croît depuis 28 ans, du jamais-vu pour un pays occidental industrialisé. Comment expliquez-vous ce bond économique unique ? La forte immigration que nous connaissons depuis des décennies nous permet de rester plus jeunes que d'autres pays occidentaux. De plus, la part des actifs augmente chez nous, car nous avons fait passer des réformes importantes, comme la prolongation du congé parental payé. Nous avons aussi amélioré notre productivité en combinant une protection suffisante des employés avec la flexibilité nécessaire pour les employeurs. Enfin, nous avons investi en continu dans de nouvelles infrastructures et technologies.

« Une époque d'instabilités profondes. »

Des mesures plus que convaincantes. Mais à quoi la particularité de l'Australie tient-elle ? Dès les années 1980 et 1990, le gouvernement travailliste a appliqué de vastes réformes économiques en vue d'internationaliser l'économie australienne. Le protectionnisme a quasiment été réduit à zéro. Le secteur financier a lui aussi été internationalisé et dérégulé.

Malgré cette ouverture, la crise financière n'a presque pas ébranlé l'économie australienne. Pour quelles raisons ? En effet, la crise n'a pas fait dérailler notre économie. Nous avons lutté à coups d'interventions monétaires et budgétaires, dans un cadre temporel très bien délimité. Mais le volume de ces incitations était énorme : près de 5,5% du produit intérieur brut ont été répartis sur les deux années critiques 2008-2009. Et dès que cela a été possible, nous nous sommes retirés, sans dégrader la situation d'endettement net du pays. Nous avons donc pu préserver notre croissance là où la plupart des pays s'enfonçaient dans la récession.

Le boom semble toucher à sa fin. Voyez-vous des domaines où des progrès sont encore possibles, dans les circonstances actuelles ? Oui, l'Australie compte 25 millions d'habitants sur une superficie de la taille des États-Unis. Nous devons donc relever en permanence le défi d'instaurer des infrastructures économiques de base. Les routes et les ponts bien sûr, mais aussi un réseau national à large bande. À cette fin, il faut maintenir un cap politique fort : sur ces gigantesques territoires parfois très faiblement peuplés, les entreprises privées ne peuvent pas toujours mener des opérations commerciales rentables.

Le magazine « Australian Foreign Affairs » a récemment titré : « Are We Asians Yet? » Qu'en pensez-vous ? Sommes-nous tous Asiatiques ? Avec tout le respect que je dois à ce journal, je pense que c'est une fausse question, à commencer par le terme « Asiatique ». C'est quoi, l'Asie ? La Chine ? Le Japon ? La Corée ? L'Indonésie ? La Malaisie ? L'Inde ? L'Asie est d'une extrême diversité politique, ethnique et culturelle.

Ce terme fausse-t-il le débat ? « Asiatique » est un terme utilisé par commodité géopolitique chez les Européens. En réalité, il veut simplement dire « à l'est de l'Europe ». C'est donc une notion purement géographique qui ne dit rien d'une conscience nationale ou ethnique dans cette région du monde. Cela dit, les Australiens sont bien plus présents en « Asie » que toute autre nation occidentale. Vous trouverez de grandes communautés de la diaspora australienne dans la plupart des pays asiatiques et sur le plan institutionnel aussi, l'Australie est bien établie. Il n'existe que très peu d'institutions asiatiques dont nous ne sommes pas membres. Dans la conscience nationale, je pense donc que les Australiens ont un pied en « Asie » et l'autre en Occident.

Vous avez grandi dans une ferme et vous avez étudié la sinologie. Comment est-ce possible ? Je pense que c'est le fruit d'un désintérêt précoce pour l'élevage animal... Pour mon grand-père comme pour mon père, la plus grande décision professionnelle a été de choisir entre la viande de bœuf et le lait de vache.

« Le défi consiste à préserver des rapports équilibrés avec la Chine et avec les États-Unis. »

Et ni l'un ni l'autre ne vous inspirait particulièrement ?

Non. J'ai découvert assez tôt que je pouvais faire autre chose, alors j'ai commencé par lire les livres que ma mère me donnait. Mes parents ne sont jamais allés au lycée, mais ma mère a éveillé mon intérêt pour les affaires internationales – et dans les années 1970, il s'agissait notamment de l'émergence de la Chine sur la scène politique.

Vous êtes probablement l'un des seuls hommes politiques occidentaux à parler couramment mandarin et à avoir vécu plusieurs années en Chine.

Que savez-vous de la Chine qui pourrait échapper à vos homologues ?

Je me garderai bien de faire la leçon à d'autres personnalités politiques. Mais en tant que sinologue qui s'est intéressé à la Chine une bonne partie de sa vie, je pourrais avancer une chose, c'est qu'il faut apprendre à comprendre la Chine selon le point de vue chinois. Comment voit-elle le monde ? Comment voit-elle son avenir, aux niveaux régional, national, international ? Je trouve dangereux de ne projeter que la vision stratégique occidentale sur le pays. Ce serait présumer que la Chine pense et agit comme nous le faisons. Or, ce n'est pas le cas.

Les progrès sont si minces alors que la Chine gagne si rapidement en importance pour le reste du monde. Et le temps presse...

Hélas, oui. Pendant trop longtemps, les Occidentaux ont surtout vu la Chine à travers l'optique des « arts visuels », au lieu de se pencher sérieusement sur le pays, sur son histoire, sa philosophie, sa littérature, sa vision du monde. Mais il convient de

nuancer : les connaissances sont minimes en Europe et aux États-Unis, elles s'enrichissent peu à peu. En Australie, c'est un peu différent : du fait de notre situation, nous tentons, dans le meilleur des cas, d'être l'Occident en Orient et l'Orient en Occident.

À l'inverse, la Chine progresse-t-elle dans sa compréhension de l'Occident ?

Oui. Ce qui a naturellement contribué à améliorer les connaissances, ce sont les trois millions d'étudiants chinois qui ont étudié en Amérique depuis 1978 avant de rentrer chez eux. Aujourd'hui, ils travaillent dans le privé ou pour le gouvernement et ont une compréhension plus fine du fonctionnement occidental. La Chine perçoit d'ailleurs plutôt bien les différences entre l'Europe et les États-Unis. Et ces différences qu'elle estime grandes, elle tente de les exploiter à son avantage.

Que dites-vous aux gens qui s'agacent de l'ascension irrésistible de la Chine ou se sentent menacés ?

De sentir moins et de lire plus. La peur s'impose avant tout devant l'inconnu. Mais des études de sinologie exigent un effort intellectuel considérable. Il faut étudier la langue sans relâche cinq bonnes années pour bien la maîtriser. Et pour le bien de son propre avenir, l'Europe se doit d'approfondir ses connaissances sur la Chine. Car tout va changer pour tout le monde. Tout.

Que voulez-vous dire ?

L'ascension de la Chine est un événement d'une ampleur historique. Même si sa croissance s'est quelque peu essoufflée, la Chine détrônera les États-Unis dans leur

rôle de première puissance économique mondiale. Depuis l'accession de George III au trône de Grande-Bretagne et d'Irlande en 1760, c'est la première fois qu'un pays non anglophone, non occidental, non démocratique occupera cette position dominante. N'oublions pas que notre compréhension de la politique et de l'économie internationales est imprégnée de l'Occident anglophone – d'abord Londres, puis Washington.

Et c'est sur le point de changer.

Exactement. Conséquence de ce changement paradigmatique : nous vivons une époque d'instabilités profondes. La montée en puissance de cet État-parti qu'est la Chine pose un défi concret et fondamental pour les valeurs occidentales dites universelles qui sont ancrées dans les droits humains, la démocratie et l'État de droit. Et nous ne pouvons pas nous permettre de nous détourner de ces différences. Nous devons les confronter sérieusement et affirmer nos propres valeurs.

C'était donc la partie politique, mais qu'en est-il de l'économie ?

Nous avons affaire à une économie dynamique et active sur le marché des produits, des services, de la finance, de l'innovation et de la technologie. Il serait économiquement absurde de ne pas nous y engager. Le changement peut constituer une réelle menace, mais aussi ouvrir de nouvelles possibilités. D'un côté, l'Occident doit asseoir ses valeurs fondamentales. De l'autre, nous devons trouver un équilibre entre engagement et intérêt sur le plan économique. C'est un défi de taille pour tous les pays. De par sa proximité géographique avec l'Asie de l'Est, l'Australie compose avec cette dualité des tensions depuis bien plus de décennies que ses cousins européens ou américains.

Que peuvent faire des pays faiblement peuplés comme l'Australie ou la Suisse dans ce bras de fer sino-américain ? Le défi consiste à préserver des rapports équilibrés avec les deux parties, tout en reconnaissant le rôle central que jouent les États-Unis dans le maintien de l'ordre et de la sécurité mondiaux et en consolidant les droits humains universels et l'État de droit. À Berne comme à Canberra, le gouvernement est assez intelligent pour comprendre qu'il ne s'agit pas là d'un choix existentiel binaire entre la Chine et les États-Unis.

Pourquoi le multilatéralisme compte-t-il tant à vos yeux ?

Les pays comme la Suisse et l'Australie sont plus tributaires que les grandes puissances d'un ordre réglementaire fonctionnel, robuste et multilatéral pour protéger leurs intérêts nationaux. Dans certains pays, certains cercles remettent en cause l'efficacité de cet ordre international, mais je prends toujours la question à rebours : comment pourrions-nous survivre si, demain, cet ordre disparaissait et rétablissait la loi de la jungle ? Sans doute pas très bien, dans le cas des petits et moyens pays.

En fin de compte, êtes-vous plutôt optimiste pour l'Occident ? La démocratie libérale a-t-elle une chance en Asie ?

Vous seriez surpris par la diversité des formes que prend la démocratie en Asie de l'Est. Le Japon, la Malaisie, la Corée du Sud, les Philippines, l'Indonésie et bien sûr l'Inde... Tous sont des démocraties ! Autrement dit, la Chine est l'exception, et non la règle, dans cette partie du monde.

Quelle sera l'évolution politique de la région ?

Cette question reste ouverte. Ce que je peux dire à nos amis d'Occident, c'est

qu'au fil du temps, l'Asie de l'Est a adapté et greffé nombre d'idées et d'institutions occidentales... tout en restant ancrée dans ses traditions culturelles et religieuses. L'Occident doit donc rester assez objectif pour comprendre que la source de son optimisme vis-à-vis de l'Asie de l'Est réside en réalité dans les emprunts de cette dernière à l'Occident. Même si les sociétés est-asiatiques maintiennent certainement une plus forte cohésion sociale que les pays occidentaux, cela ne doit pas nous empêcher de reconnaître l'importance de nos valeurs fondamentales. En bref, ne désespérons pas au sujet de notre pérennité et avançons avec des projets progressistes ! ■

Kevin Rudd (62 ans) a été premier ministre d'Australie de 2007 à 2010 et en 2013. Depuis 2015, le sinologue est président de l'Asia Society Policy Institute, à New York. Créé en 1956, ce think tank vise à renforcer l'intercompréhension humaine et culturelle entre l'Asie et le reste du monde.

Le Credit Suisse est membre de l'Asia Society Switzerland.

« Seuls,

■ ■ ■

PROFESSEUR SHALYTO, les plus grands experts en informatique du monde sont originaires de ♥ RUSSIE. En quoi leur formation est-elle meilleure qu'ailleurs ?

Interview Mary Dejevsky



Rencontre des génies de l'informatique : finale mondiale 2017 à Rapid City (États-Unis).

... très seuls »

L'an passé, le plus grand concours de programmation informatique du monde, l'International Collegiate Programming Contest (ICPC), a été remporté par des Russes pour la huitième fois consécutive. Comment le pays fait-il pour former autant de génies de l'informatique ?

Tout d'abord, les sciences naturelles ont toujours été très valorisées en Russie, et l'enseignement des mathématiques exigeant. Il ne s'agit pas simplement d'apprendre par cœur, mais bien de comprendre la matière en profondeur. Ensuite, notre système scolaire est très compétitif. Tout jeunes déjà, les élèves participent à des concours nationaux de programmation informatique et de mathématiques qui favorisent la concurrence et permettent aux universités d'identifier les étudiants les plus doués.

Cela suffit-il à former les meilleurs informaticiens du monde ?

Non, il faut que l'État investisse suffisamment d'argent pour créer des universités d'excellence. Il faut aussi de la liberté.

Dans notre institut, nous prenons soin de nos talents et ne leur imposons aucun cursus ou publication. Ils sont parfois seuls, voire très seuls, et sont souvent des individus complexes. Nous ne pouvons pas les payer aussi bien que le ferait Google, mais nous nous occupons d'eux et leur offrons de bonnes conditions de travail.

Les universités sont-elles exclusivement financées par l'État russe ?

Non. Nous recevons aussi d'autres financements, principalement des bourses d'entreprises qui souhaitent recruter nos programmeurs par la suite. Il s'agit aussi bien de grands groupes – Huawei, par exemple – que de petites entreprises comme JetBrains. Nous touchons également 1% du chiffre d'affaires (et non pas du bénéfice) de certaines entreprises pour lesquelles nous effectuons des recherches.

Selon l'Unesco, 41% des chercheurs et scientifiques russes sont des femmes, contre 29% dans le reste du monde. Est-ce également vrai pour les étudiants en informatique ?

Malheureusement non. Dans notre département, on pouvait longtemps compter les étudiantes sur les doigts d'une main, mais elles sont beaucoup plus nombreuses depuis quelques années et représentent

désormais 20% des nouveaux étudiants. Mon rêve : qu'un maximum d'entre elles reste à l'université pour y enseigner !

Dans un monde où les experts en informatique sont aussi recherchés, comment la Russie fait-elle pour rester attractive ?

Nous soutenons les vainqueurs de l'ICPC de notre mieux. Ils apprécient ce soutien et la liberté que nous leur offrons. Contrairement à ce qui se faisait dans l'Union soviétique, ils sont complètement libres de voyager où bon leur semble, de passer des diplômes postuniversitaires à l'étranger ou d'y travailler. Ils y font des expériences enrichissantes, et la plupart d'entre eux finissent par revenir en Russie. La politique américaine actuelle n'y est pas pour rien : étudier ou trouver un emploi aux États-Unis est désormais beaucoup moins facile pour eux qu'auparavant. Ils ont longtemps été nombreux à rester là-bas, mais les choses sont en train de changer. ■



Anatoly Shalyto (71 ans)

est professeur et directeur scientifique à la Faculté des technologies de l'information et de la programmation de l'Université ITMO de Saint-Petersbourg, 7 fois gagnante de l'ICPC au cours des 15 dernières années.

« La première fois que j'ai entendu

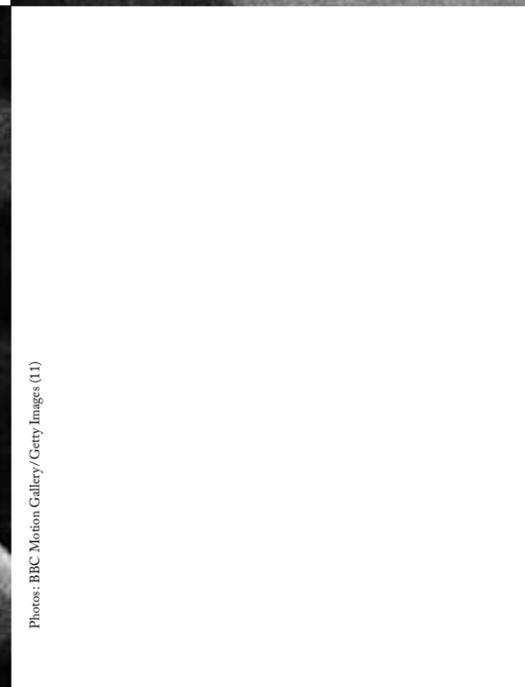


du Mozart, j'ai fondu en larmes »



La musique classique explose en **CHINE** : le nombre d'orchestres professionnels grimpe en flèche et 50 millions d'enfants chinois apprennent un instrument. Cet engouement est notamment l'œuvre d'un homme : le chef d'orchestre **MAESTRO YU**.

Interview Simon Brunner



Photos: BBC Motion Gallery/Getty Images (11)



M

Long Yu (55 ans) est souvent décrit comme la « personnalité la plus influente du monde de la musique classique en Chine » ou comme le « Karajan chinois ». Il a, entre autres, reçu la Croix de l'Ordre du Mérite de la République fédérale d'Allemagne et a été fait Chevalier de la Légion d'honneur de la République française en récompense de son engagement pour la musique classique.

Le Credit Suisse soutient le Beijing Music Festival depuis 1999 en tant que sponsor fondateur.

Monsieur Yu, en 2005, le maestro Sir Simon Rattle annonçait que « l'avenir de la musique classique était en Chine » et le temps lui a donné raison. Comment votre pays est-il devenu un centre névralgique de la musique classique ? Quatre institutions ont joué un rôle majeur. Tout a commencé en 1998 lorsque j'ai créé le Beijing Music Festival, qui réunit en Chine les meilleurs instrumentistes et chefs d'Occident. C'est désormais l'un des événements de musique classique les plus importants au monde. Comme le Credit Suisse est sponsor fondateur de la manifestation, il jouit d'une réputation exceptionnelle en Chine.

Et les trois autres ? Le festival a donné naissance aux orchestres symphoniques chinois, notamment ceux de Canton et de Shanghai.

Deux orchestres que vous dirigez... Votre concert avec l'Orchestre symphonique de Shanghai au Festival de Lucerne en 2019 a d'ailleurs été un immense succès. Cet engouement peut-il être relié à des épisodes de l'histoire du pays ? En effet. L'histoire de la musique classique en Chine est mouvementée et

les immigrants européens y ont joué un rôle majeur au cours du XIX^e siècle. C'est par exemple le cas du chef italien Mario Paci, qui a dirigé l'Orchestre de Shanghai (créé il y a déjà 140 ans) pendant 23 ans à partir de 1919 et qui est à l'origine de la première vague de popularisation de la musique classique en Asie. Elle a ensuite été oubliée, avant de revenir sur le devant de la scène.

Et vous, comment êtes-vous venu au classique ? Je suis né dans une famille de musiciens, mais j'ai grandi pendant la Révolution culturelle, à une époque où tout ou presque était interdit, à l'exception de la musique populaire. À la mort de Mao en 1976, les frontières du pays se sont rouvertes et nous avons soif de découvertes et de connaissance. Lorsque, à douze ans, j'ai entendu du Mozart à la radio pour la première fois, j'ai fondu en larmes. La musique n'était pas mon seul centre d'intérêt. Pendant mes études au conservatoire, j'ai également assisté à des séminaires sur Hegel et Freud. C'était une époque merveilleuse !

Vous avez ensuite étudié à l'Université des Arts de Berlin. La plupart des Chinois voulaient se rendre aux États-Unis, moi, je souhaitais découvrir le berceau de la musique classique : l'Europe.

Contrairement à la plupart des émigrants, vous êtes rentré en Chine dans les années 1990. À cette époque, tout le monde voulait travailler à l'étranger et personne ne souhaitait rentrer. Je ne suis pas superstitieux, mais je me suis fié à mon intuition. J'avais senti que je pouvais développer le classique en Chine. À mon retour d'Europe, le pays comptait 15 orchestres professionnels, ils sont désormais 64. Je suis vraiment fier de ce que nous avons accompli.

On estime qu'aujourd'hui 50 millions d'enfants chinois apprennent un instrument. Quel incroyable vivier de talents ! J'ai déjà entendu ce chiffre oui, mais je n'ai jamais fait le calcul (*rires*). Bien sûr, seule une infime partie d'entre eux deviendront des musiciens professionnels,

mais j'espère qu'ils resteront tous mélomanes, qu'ils iront aux concerts et écouteront du classique.

Il paraît que le public des concerts classiques est plus jeune en Chine qu'en Occident. Est-ce le cas ? Non, c'est juste une impression, car les Asiatiques ont l'air très jeune (*rires*). Plus sérieusement, le fait que la plupart des spectateurs aient moins de 50 ans est la conséquence de la Révolution culturelle. La génération précédente n'a tout simplement pas eu la possibilité de découvrir le classique.

La Chine dispose certes d'orchestres, de chefs et de compositeurs au talent incroyable, mais quelles qualités cherchez-vous encore à développer ? J'espère que la jeune génération fera preuve de créativité et pas uniquement en matière de musique. Dans un monde aussi technologique que le nôtre, je pense qu'il faut être inventif, et donc impartial et imaginaire. C'est précisément ce qu'enseigne la musique, qui n'existe que dans nos têtes ! La créativité doit être davantage stimulée, y compris à l'école.

Vous avez reçu le prix Global Citizen Award en 2015 pour votre rôle de médiateur entre l'Orient et l'Occident. La musique classique peut-elle rendre le monde meilleur ? Je ne fais pas de politique et suis plutôt sceptique face aux grandes idées, comme celle de « sauver le monde ». Je pense cependant que l'échange peut améliorer la compréhension interculturelle.

Je dirige souvent « Les Cinq Éléments » du compositeur chinois Qigang Chen, pièce que j'ai également donnée à Lucerne. Les cinq éléments (le bois, le feu, la terre, le métal et l'eau) sont fondamentaux dans la philosophie chinoise et peuvent se compléter mutuellement. Le bois permet au feu de brûler, la cendre apporte des nutriments à la terre qui donne naissance au métal, et ainsi de suite.

Ils peuvent aussi se détruire mutuellement... Exactement ! Le feu brûle le bois, le bois absorbe l'eau, l'eau corrode le métal qui vide la terre de ses minéraux et la terre étouffe le feu. Voilà comment je me représente le monde contemporain : ensemble, nous pouvons réaliser l'impossible, ou bien tout détruire. C'est le message que je veux transmettre au public.

En quoi votre technique de direction est-elle typiquement chinoise ? J'ai les yeux bridés et j'aime la cuisine chinoise (*rires*).

Cela s'entend-il pendant les concerts ? C'était une blague. Je n'aime pas cette question, la culture chinoise est au moins aussi variée que celle de l'Europe. Vous qui êtes Suisse, vous n'aimeriez sans doute pas être mis dans le même panier qu'un Français ou qu'un Anglais, non ? Nous sommes tous humains, c'est la seule chose qui compte. ■

Abonnement gratuit au Bulletin du Credit Suisse — abo.bulletin@credit-suisse.com

IMPRESSUM Éditeur: Credit Suisse AG • Responsabilité du projet: Mandana Razavi, Katrin Schaad • Collaboration: Philipp Fanchini, Yanik Schubiger, Simon Stauffer • Contenu, rédaction: Ammann, Brunner & Krobath AG (abk.ch) • Conception, mise en page, réalisation: Crafft AG (crafft.ch) • Rédaction photo: Studio Andreas Wellnitz • Vente des annonces: Fachmedien – Zürichsee Werbe AG • Préimpression: n c ag (ncag.ch) • Adaptation française: Credit Suisse Language & Translation Services • Impression: Stämpfli AG • Tirage: 70 868 (certifié REMP/CS)

COMMISSION DE RÉDACTION Oliver Adler, Felix Baumgartner, Gabriela Cotti Musio, Marzio Grassi, Thomas Hürlimann, Antonia König Zuppiger, Carsten Luther, Jsabelle Reist, Manuel Rybach, Frank T. Schubert, Daniel Stamm, Robert Wagner

Suivez-nous! [Twitter](#) / [Facebook](#) / [YouTube](#) [creditsuisse](#) [in](#) [credit-suisse](#)





Beni Bischof est un artiste de Suisse orientale maintes fois primé. Il veut intégrer l'humour à l'art et se revendique de la tradition des bouffons de cour. Ses moyens stylistiques sont les dessins caustiques et les collages absurdes.



NOUS SOMMES ACQUEREURS DE VOS BIJOUX
ET OBJETS PRÉCIEUX DE FAMILLE.

Faisant partie intégrante du groupe Gübelin, nous vous assistons volontiers lors de la vente de vos bijoux anciens ou de pierres précieuses et dans l'estimation de la juste valeur de vos biens ainsi que de leurs perspectives de vente. Nous nous réjouissons de vous conseiller et vous prions de bien vouloir nous contacter en vue d'un entretien au numéro suivant: +41 41 429 18 18

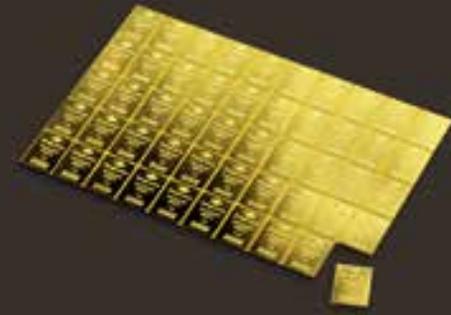
www.edigem.com

EDIGEM
WORTH YOUR TRUST

Degussa



GOLD AND SILVER.



DEGUSSA: L'INVESTISSEMENT FACILE DANS LES MÉTAUX PRÉCIEUX.

Depuis plusieurs millénaires, l'or reste la monnaie la plus forte. Ainsi l'or représente un investissement sûr pour les clients cherchant un placement à long terme. Degussa est le plus grand négociant indépendant de métaux précieux en Europe. Nous vous apportons des conseils détaillés en investissement dans les lingots Degussa et en pièces d'investissement dans nos bureaux de Zurich et de Genève. Tous nos lingots sont de qualité «good delivery» et sont dotés d'un numéro de valeur bancaire. Vous trouverez également dans nos boutiques des pièces de collection et des cadeaux riches en émotion. En outre, nous vous offrons la possibilité de stocker vos objets de valeur dans votre coffre-fort personnel.

Informations et boutique en ligne sur:

DEGUSSA-GOLDHANDEL.CH



BOUTIQUES:

BLEICHERWEG 41 · 8002 ZURICH
TÉLÉPHONE: 044 403 41 10

QUAI DU MONT-BLANC 5 · 1201 GENÈVE
TÉLÉPHONE: 022 908 14 00

ZURICH | GENÈVE | FRANCFORT | MADRID | LONDRES